

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Le Traité de Versailles

et

la Reconstitution des Régions dévastées

THESE

pour le doctorat es-sciences politiques
et économiques

présentée et soutenue le 10 Juin 1922

par

PIERRE GARNIER

Président: M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Professeur: M. BASDEVANT

Agrége: M. GIDEL

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Le Traité de Versailles

et

la Reconstitution des Régions dévastées

THESE

pour le doctorat es-sciences politiques
et économiques

présentée et soutenue le 10 Juin 1922

par

PIERRE GARNIER

Président: M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Professeur: M. BASDEVANT

Agréé: M. GIDEL



Imprimerie Marschall, Wiesbaden.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Cette thèse est dédiée

**au pieux souvenir de père PIERRE HONORÉ GARNIER
à ma chère mère MARIE EUGÉNIE GARNIER
à mes frère et soeurs :**

**GEORGES GARNIER, chevalier de la Légion
d'Honneur, auquel j'exprime ma profonde
reconnaissance pour son incessant soutien**

**THÉRESE GARNIER
JOSEPHINE GARNIER.**

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Les dix départements du Nord et de l'Est de la France, qui ont été touchés par la guerre, forment une région dont la superficie est égale aux $\frac{7}{100}$ èmes de la superficie totale de notre pays.

Ils produisaient dans leur ensemble 14 % de nos céréales, 47 % de nos betteraves à sucre, 55 % de nos graines et filasses de lin, 25 % de nos betteraves fourragères, 75 % de notre houblon.

Nous extrayions annuellement de leurs mines : 92 % de notre minerai de fer, 20.000 tonnes de charbon — soit 50 % de notre production, 75 % de notre consommation.

Leurs usines fournissaient 81 % de la fonte, 60 % de l'acier, 77 % du zinc, 22 % du plomb produits par le pays; leurs ateliers fabriquaient $\frac{1}{5}$ de nos machines mécaniques et outils; leurs tissages 94 % de nos tissus de laine, 60 % de nos tissus de coton. ⁽¹⁾

Les richesses de ces régions, leur activité et le chiffre de leur population, expliquent qu'elles payaient, à elles seules, 18,50 % du total des impôts encaissés par le Trésor Public.

La Victoire de 1918 a rendu à la France ces Départements dans un état de véritable dévastation; ainsi mutilé, notre pays avait perdu $\frac{1}{5}$ de sa force vive, même compte tenu du retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine.

La reconstitution des Régions dévastées se présentait donc dès le lendemain de l'Armistice comme une condition primordiale de la reprise de notre vie nationale.

Un Premier Ministre anglais a dit, dans un discours prononcé pendant la guerre, en envisageant la reprise économique mondiale: «Le pays qui pourrait commencer à produire le premier prendrait sur les autres un avantage énorme».

(1) Ces chiffres sont empruntés à M. TARDIEU et à M. R. G. LEVY.

Or, les quelques données statistiques que nous avons citées suffisent à mettre en évidence que la France pour « produire », en conformité avec ses besoins, avec sa situation dans l'ensemble du monde, ne peut se passer de l'activité des Départements du Nord et de l'Est.

En outre, les inconvénients indirects de ces dévastations sont considérables.

Les habitants privés de leurs foyers se sont réfugiés dans le reste du pays, dont toutes les localités sont surpeuplées; les crises de chômage, crises de loyers, tout en ayant de multiples causes, se feraient très certainement sentir d'une façon moins aigüe si toutes ces ruines nous avaient été épargnées.

Existe-t-il une responsabilité de l'immense dommage matériel qui nous fut causé? Si une responsabilité est établie comment définir l'obligation qu'elle engendre?

Telles seront les préoccupations essentielles de cette étude.

CHAPITRE I.

La Responsabilité de l'Allemagne.

La Guerre se fut-elle bornée à un simple choc des forces militaires, que le résultat même des combats eût imposé au vaincu les « frais » faits par tous les belligérants pour la lutte.

S'il est encore possible, après cet effroyable événement de quatre années, de considérer la guerre comme un moyen licite de trancher un litige entre deux nations, il faut lui laisser tous les attributs qu'elle avait aux temps primitifs du droit privé où elle suppléait aux jugements, où plus tard elle succédait comme « *ultima ratio* » à la procédure d'un juge, et où, à ce titre, son résultat équivalait à une sentence judiciaire : or, dans tous procès, le perdant paie les frais.

Mais la grande guerre ne fut pas cela ; elle fut imposée au monde par l'Allemagne. C'est une vérité désormais historique ; politique générale des gouvernants, esprit collectif des gouvernés, mesures diplomatiques de la dernière heure ; tout cela a été définitivement démontré par les compétences les plus autorisées, et prouvé par d'indiscutables documents.

La guerre de 1914, dans sa naissance même, est l'oeuvre de l'Allemagne, elle est l'acte logiquement consécutif à l'intention commune de tout un peuple, — intention *injuste* par son seul caractère unilatéral de volonté dominatrice.

Par là même se fonde le droit à réparation du dommage causé — *damnum injuria datum*.

Mais de l'ensemble de ce dommage, nous ne voulons étudier ici que les dévastations des régions où les Allemands ont porté la guerre.

Peu importe donc, *à priori*, pour obliger l'Allemagne, que ces dévastations soient dues à des destructions, à des pillages, à des prélèvements.

Nous resterons cependant dans notre sujet en insistant particulièrement sur l'esprit dans lequel les Allemands ont procédé aux dévastations, et sur la méthode avec laquelle ils les ont réalisées.

Si ces données sont superflues pour le fondement juridique du droit de la France à réparation, elles sont à notre sens de grande importance pour la définition pratique de ce droit et la détermination de son exercice.

Laissons l'Allemagne parler elle-même :⁽¹⁾

Usines métallurgiques. Les usines subiront une forte diminution de production (partant de recettes) par suite de l'enlèvement de tout leur outillage.

Cette perte, qui s'accroîtra sensiblement par suite des frais de reconstruction des fabriques, causera à de nombreuses entreprises un préjudice financier tel qu'il leur sera difficile soit de reprendre leur exploitation, soit de la ramener à son niveau primitif.

En ce qui concerne les usines pour le moulage de l'acier, une répercussion indirecte sur l'Allemagne est possible en ce sens que, par suite des détériorations considérables subies par les fabriques françaises de locomotives et de wagons, les chemins de fer français seront peut-être contraints d'acheter du matériel roulant en Allemagne, et que les commandes en résultant iront aux usines allemandes.

Tissages. Tous les métaux manquant à l'Allemagne, tels que cuivre, laiton, bronze, etc. . . ont été saisis et enlevés. . . La reprise du travail rencontrera donc de grandes difficultés. Un débouché d'une importance énorme, notamment pour les constructeurs allemands de machines destinées à l'industrie textile, doit s'ouvrir dans le nord de la France.

Blanchiment et teinture. On a entièrement démonté les pièces en cuivre et les ourroies, qui ont été envoyées en Allemagne. Un débouché important est ouvert aux fabriques allemandes de machines.

Filatures de laine. Dans les fabriques, on a enlevé presque toutes les

(1) Ce document confidentiel déposé sur la table du Conseil Suprême en Février 1919 par M. KLOTZ, est extrait d'un volume intitulé : « **L'Industrie en France occupée** », adressé par le Quartier Maître général des armées impériales à toutes les associations financières, industrielles et commerciales de l'empire, avec cartes et tableaux, et dont le but était de donner un aperçu des répercussions qui résulteront pour l'Allemagne de la destruction de certaines branches d'industrie française ».

Ce document et les données de cette note sont empruntés à M. TARDIEU (La Paix — Page 309).

pièces en cuivre des chaudières et partout les courroies en cuir ont été emportées. Les canalisations pour l'éclairage électrique ont été démontées dans maintes usines. Les petits électro-moteurs seront enlevés d'ici à la fin de la guerre. Dans la région d'Avesnes et de Sedan, quelques fabriques ont été vidées, de telle sorte qu'un certain nombre de machines, abandonnées aux intempéries, peuvent être considérées comme de la ferraille.

Dans quelle mesure, la prolongation, après la paix, de la guerre économique permettra-t-elle à la France de reprendre l'avantage que l'Allemagne possède par suite de ce fait qu'elle n'a pour ainsi dire pas subi de dommages de guerre? C'est un problème que devra étudier l'industrie allemande intéressée.

L'Allemagne doit être en situation de reprendre sa pleine capacité de production dans le domaine de la fabrication des filés de laine au moins un à deux ans plus tôt que la France.

Ce sera un résultat d'autant plus enviable que les branches d'industrie connexe: tissage et teinture, ainsi que le commerce d'exportation, bénéficieraient du même avantage, et que ce dernier, notamment, se trouverait en situation, non seulement de reconquérir les débouchés qu'il a perdus, mais d'acquérir même de nouveaux débouchés là où la France était jusqu'à présent l'unique fournisseur.

Industrie céramique. On relève des dommages de guerre considérables par destruction et réquisition, sur une grande échelle, d'installations et canalisations électriques.

L'industrie allemande de constructions de machines doit trouver, en ce domaine, après la guerre, une bonne occasion d'écouler ses produits.

Avec des efforts appropriés, l'Allemagne doit réussir à s'emparer des quelques marchés extérieurs français notamment la Turquie et les Pays Balkaniques; le long chômage des fabriques françaises et l'impossibilité où elles se trouveront de fabriquer et d'exporter aussitôt après la guerre, pourraient y contribuer.

Industrie sucrière. Les fabriques, à quelques rares exceptions près, ont énormément souffert de la guerre. Il n'en est aucune qui ait échappé aux réquisitions; partout, les stocks de sucre et de mélasse, les approvisionnements de charbon, de coke et de pétrole, le caoutchouc et les courroies, l'inventaire mort et vif, consistant en chevaux, boeufs, animaux de trait voitures, harnais, outillage, voies Decauville, wagonnets à bascule, canalisations électriques, ont été enlevés; et, dans quelques établissements seulement, quatre ou six, qui travaillent pour l'armée allemande, on n'a laissé que le plus indispensable.

Mais les dommages causés aux fabriques elles-mêmes et à leurs installations sont plus graves encore.

Le manque de surveillance, l'occupation par les troupes, l'enlèvement des objets précités, ont déjà causés de grands dommages. Mais les fabriques ont souffert bien davantage au démontage des pièces en cuivre, en laiton et en bronze.

Les faits de guerre ont à tel point endommagé toute une série de fabriques qu'il faudra renoncer à les reconstruire. Celles-là même, qui ont tant bien que mal subsisté, subiront encore longtemps le contre-coup de la guerre.

L'industrie sucrière française doit disparaître comme concurrente sur le marché mondial dans les deux à trois prochaines années. Elle sera, au début, à peine en mesure de subvenir aux besoins du pays et de reconstituer les stocks épuisés. Elle aura peut-être même, dans une certaine mesure, recours aux fabriques allemandes spéciales en vue de sa reconstitution, car les ateliers de constructions mécaniques français, situés pour la plupart dans le Nord, et affaiblis par la guerre, ne pourront suffire à la tâche.

Industrie du cuir. La concurrence française ne pourra se manifester avant dix-huit mois. L'industrie allemande pourrait se créer, dans le Nord de la France, un débouché avantageux pour plusieurs années et s'assurer pour l'avenir les débouchés importants que possédaient les produits français en Asie-Mineure et en Turquie d'Europe.

Mines de houille. Les bassins sont immobilisés pour des années par le démenagement de l'outillage et l'inondation des fosses.

La France devra acheter des machines en Allemagne et même, si les riches gisements de fer et de charbon du territoire français occupé par les troupes allemandes devaient rester à la France, il est à prévoir pour l'Allemagne qu'elle aura à livrer un pourcentage plus élevé que par le passé du déficit laissé par la production française.

Brasseries. Les brasseries ont subi de lourds dommages par suite de l'enlèvement des pièces en cuivre.

Seules ont été préservées celles qui ont brassé pour les troupes allemandes ou qui ont été exploitées directement par l'armée comme brasseries militaires. Leur nombre n'est pas élevé.

L'industrie brassicole du territoire occupé peut être considérée en majeure partie comme anéantie. Certains propriétaires de brasserie, les mieux placés au point de vue pécuniaire, auront besoin d'un délai de deux ans au moins pour le rétablissement de leur exploitation, s'ils remplacent en partie le cuivre par le fer.

Une bonne partie des commandes reviendrait à l'industrie mécanique allemande, si elle pouvait assurer des délais de livraison plus courts que ses concurrents anglais et américains.

Industrie du papier. Les dommages occasionnés par la guerre aux machines et aux bâtiments de l'industrie du papier sont assez considérables; car il s'agit principalement de l'enlèvement des conduits importants en cuivre, des formes et des cylindres en laiton, dont le remplacement sera difficile après la guerre.

Par exemple, dans les seules fabriques de papier de BOUSBECQUE, il a été démonté environ 90 tonnes de cuivre ouvré.

L'industrie mécanique allemande qui, avant la guerre a trouvé dans l'industrie

du papier un débouché si important pour ses machines, devrait s'efforcer de contribuer à la remise en état des fabriques, afin d'éliminer ainsi la concurrence qui ne manquera pas de surgir, notamment de la part de l'Amérique.

Les machines américaines pourraient autrement s'implanter facilement dans cette industrie, d'où il serait ensuite difficile de les expulser.

Industrie du coton. Dans le territoire occupé, la grande masse des broches et des broches à retordre ne pourra fonctionner que six à huit mois après que l'industrie allemande correspondante aura repris son exploitation.

Tel est le langage officiel; rappelons, d'après M. R. G. LEVY un exemple de conversation privée.

Un industriel sinistré cite les noms des industriels allemands venus pour surveiller l'enlèvement du matériel de ses usines, et le narguant en ces termes:

« C'est avec cet engin que vous nous avez enlevé la commande de cent wagons pétroliers roumains; nous allons l'emporter dans nos usines, et c'est nous qui ferons les wagons Arbel à votre place ».

Et ce sinistré ajoute:

« Pendant trois mois, un ingénieur allemand a compulsé toutes nos archives, particulièrement les dessins de nos outillages, a mis de côté tout ce qui a pu lui être utile, et lui a fait prendre le chemin de l'Allemagne; le surplus a été odieusement brûlé, détruit, saccagé. De l'énorme effort intellectuel, commercial et financier condensé dans nos archives il ne reste plus que poussière. Il nous faudra sept à huit ans pour rétablir notre industrie. Pendant ce temps l'Allemand qui, bien que vaincu, aura maintenu et développé formidablement pendant la guerre ses instruments de travail, qui les aura accrus de tous ceux qu'il nous aura volés, poursuivra son action néfaste dans le monde, en nous volant notre clientèle, comme il nous aura volé nos moyens d'action ».

Le but était net; l'exécution fut méthodique.

Inspirons-nous ici de la traduction d'un exposé du « Fonctionnement de l'Exploitation Economique et Industrielle des Régions occupées », fourni par la Commission d'Armistice allemande à la Sous-Commission Industrielle Intéalliée de SPA en Janvier 1919:

Dans le fonctionnement de l'Exploitation du domaine industriel et économique des régions occupées, il faut avant tout faire une distinction entre la première partie de la guerre et la seconde.

Au commencement de la guerre, les troupes en marche réquisitionnaient pour leur propre compte le matériel dont elles pouvaient avoir besoin, et remettaient au propriétaire des bons de réquisition griffonnés. Les réquisitions se passaient sans contrôle supérieur organisé.

De celle première période, il y a eu peu de choses à dire, sinon que, très tôt, l'on éprouva le besoin d'un genre d'organisation et que l'on créa à cet effet des bureaux, appelés «Wirtschaftsausschuss», attachés à chaque Commandant Supérieur d'Armée A. O. K., et qui avaient pour mission de centraliser les demandes en matériel et en matières des corps de troupes, d'estimer les besoins en matières et en matériel de leur secteur, et d'ordonner toutes réquisitions qui leur sembleraient nécessaires. Ils s'occupaient d'une façon secondaire de satisfaire aux exigences de l'industrie allemande.

«Wirtschaftsausschuss» perdit en importance au fur et à mesure que se développait l'organisation exploitatrice, et que se créaient d'autres bureaux et organismes dont les fonctions et les pouvoirs étaient largement détaillés et arrêtés.

Les «Wirtschaftsausschuss», dont la création date de 1914, se trouvèrent diminués en importance particulièrement par l'entrée en fonctions des B. D. K. M. (Délégués du Ministère de la guerre), dont le premier apparut déjà en Février 1915. Il y en eut deux au printemps 1915, les trois autres furent créés dans la suite. Ils fonctionnèrent tous systématiquement dès la seconde moitié de 1916.

La compétence des «Wirtschaftsausschuss» pui s'étendait: 1^o. — A l'agriculture — 2^o. — aux forêts — 3^o. à l'industrie, tout en étant diminuée devint mixte en tant que ces bureaux devinrent:

1^o. Un intermédiaire entre les troupes qui lui adressaient les demandes en matières et en matériel, et les B. D. K. M. auxquels ils devaient s'adresser pour obtenir les réquisitions demandées par le corps de troupe, ou celles qu'ils jugeaient nécessaires aux besoins de leur secteur de front.

2^o. Et «Wirtschaftsausschuss» conserva son pouvoir de réquisitionner pour tout ce qui regardait le matériel textile.

Au fur et à mesure que les besoins industriels et économiques de l'Allemagne devenaient plus vastes, et que d'autre part, le matériel et les matières qu'elle pouvait se procurer à l'extérieur ou à l'intérieur devenaient plus minimes, l'on comprit qu'il fallait organiser avec soin les réquisitions dans les régions occupées de France et de Belgique afin d'arriver à un minimum de gaspillage et de systématiser le plus possible l'exploitation des richesses dont on avait ou dont on pourrait avoir besoin.

C'est alors que par étapes successives se développa la vaste organisation dont le tableau va suivre et qui exista dans son ensemble depuis 1917 et trouva son application rigoureuse de puis Mars 1918.

Il s'agissait d'approvisionner en matières et en matériel d'une part, les armées en campagne; d'autre part, l'Allemagne. Dans ce but, des Commissions

spécialement désignées à cet effet par les différentes autorités compétentes, particulièrement par W. U. M. B. A. (Waffen- und Munitionsbeschaffungsamt) avaient été chargées de faire le relevé estimatif de toute machine ou matériel qui pourrait éventuellement servir aux exigences de l'industrie allemande du front ou de l'intérieur. Les autorités compétentes tant celles qui réquisitionnaient, que celles qui servaient d'intermédiaires — étant en possession des fardes de ces relevés, avaient ainsi entre les mains des espèces de catalogues qui leur permettaient de trouver et de désigner rapidement la machine, l'installation ou la matière qui faisait l'objet d'une demande, ou qui était nécessaire aux besoins économiques ou industriels: 1^o. des armées 2^o. de l'Allemagne.

Examinons ici les différents organismes dont la compétence entraînait en jeu au cours de l'exploitation économique et industrielle de la Belgique et du Nord de la France.

Il convient d'en distinguer trois sortes:

- a) les intermédiaires
- b) les réquisitionneurs
- c) les mixtes

Ces trois organismes dépendaient, selon l'endroit où ils opéraient, de trois autorités supérieures distinctes à savoir:

- 1^o. Dans la zone d'étapes: du Général Quartier Maître;
- 2^o. En Belgique: du Gouvernement général;
- 3^o. En Allemagne: du ministère de la Guerre.

A) Les intermédiaires. Les intermédiaires dépendant du Ministère de la Guerre, sont des organismes qui ont pour fonctions de satisfaire aux exigences économiques et industrielles de l'Allemagne en vue de son oeuvre de guerre, ou d'alimenter les usines ou les particuliers travaillant pour la défense nationale et qui, leur en faisaient la demande, en machines, matériel ou matières premières.

Les principaux sont: W. U. M. B. A. — Waffen- und Munitionsbeschaffungsamt, qui se subdivise en différents bureaux, à savoir:

La Feldzeugmeisterel qui s'occupe des halls d'usines de grosses machines de fonderie, aciéries ou mines, ainsi que les fortes grues et ponts roulants.

La Reichsverwertungsamt dont la compétence s'étend plus particulièrement aux machines-outils, et aux Machines électriques.

Kriegsrohstoff dont la raison d'être était avant tout de pourvoir aux exigences en matières premières mais dont la compétence s'étend à certaines machines telles que celles des fabriques de papiers. Kriegsrohstoff était assistée dans son travail par des sociétés civiles placées toutefois sous la surveillance du Ministère de la Guerre, et dont les apports allaient à l'Etat. Ces Sociétés, véritables bureaux de Kriegsrohstoff, **organe central**, s'occupaient chacune en particulier d'une matière première telle: l'une des cuirs, l'autre des anciers, une troisième des caoutchoucs, et ainsi de suite.

Zentral-Stelle für Kriegbeute. — Sous le ressort duquel tombaient les machines et le matériel agricoles.

B) **Les réquisitionneurs.** — Les autorités qui opéraient les réquisitions se subdivisent en deux catégories :

10. Celles de la **zone d'étapes** qui dépendaient directement du Général Quartier Maître.

20. Celles qui dépendaient du Gouvernement Général en Belgique, et opéraient en Belgique.

10) La première catégorie comprend un organe directif, directement délégué par le Général Quartier Maître pour s'occuper des réquisitions. C'est le B. D. G. W. (Beauftragter des General-Quartiermeister West). La zone des étapes était subdivisée en 6 grandes régions, à savoir :

Gand,
Lille et Valenciennes,
Maubeuge,
Sedan,
Longwy,
Briey.

Dans chacune de ces zones opérait un B. D. K. M. — Beauftragter des Kriegsministerium — pouvoir exécutif qui faisait les réquisitions et qui dépendait directement du B.D.G.W. dont il suivait les directives.

20) La seconde catégorie comprenait deux pouvoirs réquisitionneurs dépendant directement du Gouvernement Général de Belgique, savoir :

Le Stopl. — Staabsoffizier der Pioniere. — qui réquisitionnait surtout pour le front et les troupes, et éventuellement pour l'Allemagne lorsqu'il s'agissait de bois et de ciment.

Le Stofus. — Staabsoffizier der Fuss-Artillerie — qui réquisitionnait avant tout pour l'Allemagne et secondairement pour le front et les troupes.

C) **L'organisme mixte.**

Voir ce qui précède sur «**Wirtschaftsausschuss**».

On peut ajouter que le «**Wirtschaftsausschuss**» dépendant directement des A. O. K. — Armee-Ober-Kommando — dépendait indirectement du Général Quartier Maître.

Voici comment fonctionnaient ces différents rouages de l'organisation exploitatrice.

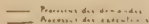
10. **Pour alimenter les armées et les troupes.**

a) Un Chef de corps s'adressait au B. D. K. M. compétent qui en informait B. D. G. W. Celui-ci ordonnait la réquisition de l'objet nécessité — B. D. K. M. réquisitionnait et faisait acheminer l'objet vers son destinataire par une autorité quelconque des transports ou chemins de fer militaires.

b) Un Chef de corps s'adressait à **Stopl**, celui-ci réquisitionnait.

c) Un Chef de corps s'adressait à **Stofus**, celui-ci réquisitionnait.

WATERBURY, CONNECTICUT.



- Machines - outils - Machines Acrotiques.
- Machines - outils - Machines Acrotiques.
- Machines - outils - Machines Acrotiques.

Dependants du Général Quercy-Maire (G & M)

- B. d. C. W. = Beauftragter des General Quartier Meister West, delegiert des G. Q. M.,
 Vertreter direkt
 Les B. d. R. M. = Beauftragter des Rats Ministerien, delegierte des Ministre de la Guerre,
 représentants régionaux du B. d. G. W.
 Bureau actif:
 B. d. R. M. Substitut de LILLE et de MULHOUSE B. d. R. M. Substitut de GAND
 B. d. R. M. Substitut de SABA B. d. R. M. Substitut de LORIENT et BRIEY
 B. d. R. M. T. Substitut de MAGDREY

1891 u. Stabschef des Monitors, Officier d'Etat-Major des Processors, requisitionné
principalement pour l'Est et l'ouest, secondairement pour l'Allemagne
1892 u. Chef de la 1^{re} Section de l'Etat-Major des Processors, requisitionné
principalement pour l'Est et l'ouest, secondairement pour l'Allemagne

*Reproduction photographique d'un schéma communiqué
à la Commission interalliée
d'armistice en 1919*

d) Un Chef de corps s'adressait à **Wirtschaftsausschuss** qui s'adressait au B. D. K. M.: le processus devenait alors le même que dans a).

20). **Pour alimenter l'Allemagne.**

D'après les demandes reçues de particuliers, ou de l'Etat, les grands organismes intermédiaires, dépendant du Ministère de la guerre, estimaient les besoins de l'Allemagne et des industriels en machines différentes, en matériel et en matières premières.

Les B. D. G. W. et les B. D. K. M. tenaient alors une conférence au cours de laquelle la situation leur était exposée. B. D. G. W. chargeait alors B. D. K. M. de réquisitionner dans son district autant de machines, de matériel, de matières premières.

Les réquisitions opérées, les objets ou quantités étaient acheminés vers les grands organismes intermédiaires qui répartissaient le tout entre les usines qualifiées de l'Allemagne ou même des pays alliés.

Lorsqu'il s'agissait d'une demande adressée par un industriel à W. U. M. B. A., il arrivait que W. U. M. B. A., ayant jugé du bien fondé et agréé la demande, l'industriel s'adressait directement au B. D. K. M. compétent pour obtenir la réquisition de l'objet choisi par lui dans les catalogues de la W. U. M. B. A.

Il faut remarquer que lorsque la réquisition avait eu lieu, et que le permis de démolir, d'enlever, de démonter, était délivré, les grands intermédiaires ou les intéressés et bénéficiaires s'entendaient avec les entreprises particulières de démolition, qui avaient les éléments nécessaires, tant en personnel compétent: ingénieurs, ajusteurs, monteurs, qu'en appareils, installations et outils.

Cet exposé est utilement complété par le schéma ci-contre.

L'on se rend compte vraiment de l'aspiration systématique de toutes nos richesses vers l'Allemagne.

Peut-être objectera-t-on que tout ce dont nous venons de parler jusqu'ici ne se rapporte qu'au matériel industriel.

Nous y ajouterons un exemple d'expérience personnelle acquise au cours de la guerre même en arrière du front allemand.

Le pillage des objets mobiliers, des valeurs et oeuvres d'art, fut réalisé grâce à une plus large part d'initiative individuelle de tous les occupants. — A une époque où les armées allemandes avançaient dans des régions encore intactes⁽¹⁾ tous les isolés qui partaient vers l'arrière pour une raison quelconque, emportaient un petit paquet soigneusement emballé, et quelques uns

(1) Il s'agit ici de l'Avance allemande jusqu'à la Marne à la suite de la rupture du front de l'Aisne (fin Mai et juin 1918).

en montraient béatement le contenu — bijoux en majorité, montres, etc. . .

Les meubles, pianos, valeurs de coffre-fort, étaient réservés aux officiers plus favorisés en moyens d'effraction et de transport.

Vols individuels, dira-t-on ; — oui, mais officiellement protégés, puisque dans chaque localité importante de l'arrière-front tous les petits paquets individuels, et autres prises, étaient soigneusement entassés avec étiquettes au nom du « nouveau propriétaire », dans un vaste local, gardé par les soins de la Kommandatur, et portant l'enseigne : *Beutesammelstelle* (local de rassemblement de butin).⁽¹⁾

Comparons avec ces données les arguments exposés par l'Allemagne pour plaider sa cause après la guerre, et notamment l'introduction de son « Mémoire au sujet des dommages de guerre (dommages matériels) causés en France, à indemniser par le Gouvernement allemand », présenté à la Commission des Reparations :

« Nécessités des réquisitions, et leur admissibilité d'après le droit des gens ».

Les réquisitions faites dans les régions occupées pendant la guerre ont été de deux sortes ; réquisitions militaires et réquisitions économiques.

Les premières comprennent les biens saisis pour les besoins de l'armée du front et de l'armée d'occupation. Elles ont été prévues par les articles 52 et 53 de la Convention de la HAYE concernant les usages de la guerre continentale.

Les réquisitions économiques touchent les biens saisis qui, nécessaires à l'organisation économique de guerre, généralement ont été transportés en Allemagne, pour y être mis en valeur par les autorités compétentes. Elles ont été nécessitées par le fait même qu'en 1914, au début de la guerre, l'Allemagne n'avait de réserves extraordinaires d'aucune sorte, et que toutes ces voies d'approvisionnement en vivres en fourrages, en matières premières, produits fabriqués et demi-fabriques lui furent coupées de toute manière, sur terre et sur mer. L'Allemagne ne pouvait remédier à cette situation critique qu'en saisissant et exploitant systématiquement toutes les matières dont elle

(1) Il nous a été donné de voir plusieurs de ces locaux, mais nous avons pu notamment juger en ses détails, celui de Vervins (Route de Laon à Hirson) Juin 1919.

avait besoin pour son organisation économique de guerre. Tout l'organisme économique allemand a été transposé pour ce seul but; le salut privé fut sacrifié au salut public. Réduit à cette nécessité, le Gouvernement allemand ne pouvait pas arrêter aux frontières ennemies les mesures auxquelles elle devait soumettre sa propre population.

Il était forcé de saisir les stocks dans les pays ennemis, et, autant qu'ils ne pouvaient pas être achetés à des conditions raisonnables, à les acquérir, conformément à l'article 23 g de la Convention de LA HAYE, concernant la guerre continentale, pour satisfaire aux besoins du pays.

Nous ne contesterons pas que les saisies et l'exploitation aient été systématiques! Nous nous sommes attachés à le montrer. Mais que la propre population de l'Allemagne ait été soumise à l'épuisement général qui a été appliqué à la France! C'est là une plaisante affirmation!

Une simple visite comparative à une ville française antérieurement occupée, — même n'ayant reçu aucun projectile — et à une ville allemande quelconque, suffit à en montrer l'inanité.

Résumons-nous:

L'Allemagne a véritablement développé les dévastations dans le double but de nous ruiner et de s'enrichir.

Deux notions, dont l'une n'est pas simplement le corollaire de l'autre, mais à chacune desquelles l'Allemagne attachait une valeur propre, car, même sans enrichissement correspondant, elle voulait notre ruine, elle l'escomptait pour l'après guerre.

Les plans militaires ont échoué, et avec eux tous les projets échafaudés sur leur succès.

Mais l'appauvrissement de la France, ainsi voulu, subsiste, et la punition de l'Allemagne ne devait pas s'arrêter au regret d'une partie manquée.

M. KEYNES, dont nous aurons quelquefois à parler au cours de ce travail, et qui ne saurait être taxé de penchants exagérés pour notre pays, reconnaît qu'un « voyage à travers les régions dévastées de la France, est plus impressionnant pour les yeux et l'imagination qu'il n'est possible de le dire. »

Pour nous, Français, qui faisons, si j'ose ainsi parler, les frais de cette « impression des yeux et de l'imagination », il nous est permis de nous placer à un point de vue plus positif, et nous

sommes en droit de prétendre à autre chose qu'au réconfort d'une sympathie inopérante. Directement touchés dans nos terres, nos maisons, nos usines, nos meubles, nos richesses, nous voulons que l'auteur du dommage nous fournisse réparation.

L'auteur du dommage, c'est l'Allemagne, tant en raison de son intention initiale que de ses faits directement nuisibles.

Ses démolitions, ses prélèvements, des destructions, injustes dans leur cause, engendrent l'obligation de reconstruction, de restitution, de remplacement.

Puisque toutes les citations de ce chapitre nous viennent d'Allemagne, trouvons encore notre conclusion dans les propres termes de l'Article 249 de son Code Civil:

«Quiconque est obligé à réparation de dommage, doit rétablir l'état de choses qui aurait existé si la circonstance ayant donné lieu à l'obligation de réparation ne fût pas survenue.

S'il y a réparation de dommage à fournir pour lésion d'une personne ou endommagement d'une chose, le créancier peut, au lieu du rétablissement en nature, exiger la valeur en argent nécessaire pour le procurer».

CHAPITRE II.

La Théorie du Traité.

La responsabilité générale de l'Allemagne a été posée par l'Article 231 du Traité de Paix:

Les Gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses Alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

Ce texte constitue l'énoncé d'un principe dont la compréhension est aussi vaste que possible. — Il est immédiatement tempéré dans son application par l'article suivant, 232, qui reconnaît «*que les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes pour assurer complète réparation de toutes ces pertes et de tous ces dommages*».

A quelles limites sera donc resserrée cette obligation?

Le même article dit que seront réparés *tous les dommages causés à la population civile de chacune des Puissances alliées et associées et à ses biens*, pendant la période où cette Puissance a été en état de belligérance avec l'Allemagne, par ladite agression par terre, par mer et par les airs, et, d'une façon générale, tous les dommages tels qu'ils sont définis à l'Annexe I de la Partie VIII du Traité.

L'Annexe I énumère ces dommages. Nous rappelons pour mémoire que les 8 premiers paragraphes spécifient les dommages causés aux personnes. Les paragraphes 9 et 10 relatifs aux biens sont ainsi conçus:

9^o. *Dommages relatifs à toutes propriétés, en quelque lieu qu'elles soient situées, appartenant à l'une des Puissances alliées ou asso-*

ciées ou à leurs ressortissants (exception faite des ouvrages et du matériel militaires ou navals) qui ont été enlevées, saisies, endommagées ou détruites par les actes de l'Allemagne ou ses alliés sur terre, sur mer ou dans les airs, ou dommages causés en conséquence directe des hostilités ou de toutes opérations de guerre.

10°. Dommages causés sous forma de prélèvements, amendes ou exactions similaires de l'Allemagne ou de ses alliés au détriment des populations civiles.

Nous trouvons là matière à exiger de l'Allemagne la remise en état de nos maisons et de nos usines, la restauration matérielle de tous nos biens détruits ou endommagés par la guerre, la compensation de tous les enlèvements ou privations de nos richesses mobilières ou immobilières.

L'Allemagne prend l'engagement que *soient réparés* ces dommages, a dit l'Article 232.

Comment s'effectuera cette réparation ?

Le Traité de Paix a créé, pour présider au règlement des Réparations, un organisme intéallié — la Commission des Réparations — dont le rôle essentiel est défini par l'Article 233, et dont l'Annexe II de la Partie VIII précise la composition, les pouvoirs, et le fonctionnement.

La Commission des Réparations est composée de délégués des Etats Unis, de la Grande Bretagne, de la France, de l'Italie du Japon, de la Belgique, et de l'Etat Serbe-Croate-Slovène.

Jusqu'à présent, c'est le délégué français qui a eu la Présidence de la Commission.

Chaque délégué a sous ses ordres un personnel composant une délégation chargée de préparer d'une façon générale toutes les questions se rapportant aux intérêts de la nation qu'elle représente, et de les présenter à la Commission.

Un secrétariat général intéallié assure la liaison entre les délégations, ainsi que les services administratifs généraux.

La Commission, c'est-à-dire l'organisme essentiel composé des délégués des nations que nous avons indiquées, prend des décisions exécutoires ; — elle doit s'inspirer, en restant dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués, de la justice, l'équité et la bonne foi ; elle doit fixer les modes de preuves des réclamations qui lui sont présentées, choisir les méthodes de calcul qu'elle juge légitimes, et se constituer une jurisprudence.

Les pouvoirs attribués à la Commission dans le domaine des Réparations sont des plus étendus.⁽¹⁾

Nous nous en tiendrons ici au rôle dévolu à la Commission des Réparations dans la fixation de la dette représentative des Réparations mises à la charge de l'Allemagne, et dans la détermination des modalités de libération de cette dette.

Tous les dommages énumérés à l'Annexe I doivent être évalués, et leur montant forme une dette à la charge de l'Allemagne, dont celle-ci doit s'acquitter par versements échelonnés.

C'est à la Commission des Réparations que le Traité confiait cette évaluation.

Saisie d'une part, des réclamations des différentes nations alliées intéressées, elle devait étudier ces réclamations, donnant au Gouvernement allemand « l'équitable faculté de se faire entendre », et statuer souverainement.

Les résultats des travaux d'évaluations de la Commission devaient être terminés pour le *1er Mai 1921*, et notifiés au Gouvernement allemand comme représentant le *total de ses obligations* (Article 233).

(1) La Commission financière allemande à Versailles protesta contre l'étendue de ces pouvoirs ; « la Commission, était-il dit notamment, qui aura son quartier général permanent hors d'Allemagne détiendra une puissance incomparablement plus grande que l'Empereur d'Allemagne n'en posséda jamais ».

Les Alliés réfutèrent les protestations de la Commission allemande que M. KEYNES, l'irréductible adversaire du Traité, considère, lui, comme à peine exagérées.

Ce qu'il nous importe de souligner, c'est que dans le total de la dette imposée à l'Allemagne, entrent les dommages matériels causés dans les régions envahies.

Le principe admis est donc que la reconstitution de nos régions dévastées doit nous être « payée » par l'Allemagne.

En exécution de ce principe, la Commission des Réparations a ouvert, pour chaque pays intéressé, un compte à l'Allemagne: le compte « *Réparations* ».

Au débit doivent être portés, après évaluation, les montants des dommages énumérés par l'Annexe I. — Les dommages aux régions dévastées ne sont qu'un chapitre de ce compte.

Au crédit doivent être portés les paiements faits par l'Allemagne.

Ces paiements doivent être réalisés, en principe, sous forme de versements en or.

Le Traité, toutefois, a apporté une dérogation à ce principe, en prévoyant que l'Allemagne aurait à se libérer d'une partie de sa dette par des prestations autres que des versements monétaires, par des réparations en nature.

L'Article 236 stipule en effet:

L'Allemagne accepte, en outre, que ses ressources économiques soient directement affectées aux réparations, comme il est spécifié aux Annexes III, IV, V et VI, relatives respectivement à la marine marchande, aux restaurations matérielles, au charbon et à ses dérivés, aux matières colorantes et autres produits chimiques: étant toujours entendu que la valeur des biens transférés et de l'utilisation qui en sera faite conformément auxdites annexes sera, après avoir été fixée de la manière qui y est prescrite, portée au crédit de l'Allemagne et viendra en déduction des obligations prévues aux articles ci-dessus.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire les Annexes III (Navigation maritime et fluviale) V (charbon) VI (produits colorants, chimiques et pharmaceutiques).

Les livraisons à effectuer en conformité de ces Annexes III, V et VI, ne peuvent être complètement dissociées de la notion

de reconstitution, mais leur but plus général est de concourir à la reprise de la vie économique dans son ensemble.⁽¹⁾

L'Annexe IV doit retenir plus particulièrement notre attention, puisqu'elle prévoit l'application *directe* des ressources économiques de l'Allemagne, à la *restauration matérielle* des régions envahies.

Cette application doit se réaliser par des livraisons d'animaux, machines et matériaux de construction. L'Annexe IV alinéa II stipule que :

«Les Gouvernements des Puissances alliées et associées saisiront la Commission des Réparations de listes donnant :

a) les animaux, machines, équipements, tours, et tous articles similaires d'un caractère commercial qui ont été saisis, usés ou détruits par l'Allemagne, ou détruits en conséquence directe des opérations militaires, et que ces Gouvernements désirent, pour la satisfaction de besoins immédiats et urgents, voir être remplacés par des animaux ou articles de même nature, existant sur le territoire allemand à la date de la mise en vigueur du présent Traité;

b) Les matériaux de reconstruction (pierres, briques, briques réfractaires, tuiles, bois de charpente, verres à vitres, acier, chaux, ciment, etc. . . .), machines, appareils de chauffage, meubles et tous articles d'un caractère commercial que lesdits Gouvernements désirent voir être produits et fabriqués en Allemagne et livrés à eux pour la restauration des régions envahies.»

Ces listes devaient être fournies, par les Gouvernements des pays intéressés, à la Commission des Réparations, dans un délai de 60 jours à partir de la date de la mise en vigueur du Traité

(1) L'Annexe II (6^o) contient des dispositions intéressant directement les régions dévastées. Elle prescrit une restitution du matériel fluvial **passé à un titre quelconque pendant les hostilités en possession de l'Allemagne.** (Restitution qui a une plus vaste compréhension que celle que prévoit l'Art. 238 pour tous les objets).

Le même texte prévoit, outre la restitution précitée, une cession de matériel fluvial destinée à compenser les pertes dues à n'importe quelle cause subies pendant la guerre par les Puissances alliées.

pour les animaux et machines diverses, avant le 31 Decembre 1919 pour les matériaux de reconstruction.

La fixation des prix ou l'estimation des objets désignés sur ces listes, sont exclusivement réservées à la Commission des Réparations.

C'est également cette Commission qui, à la livraison, doit juger si les objets sont propres à l'emploi pour lequel ils ont été demandés, jugement qui obligera les Gouvernements alliés intéressés à accepter la livraison. (1).

La valeur que la Commission attribue aux objets effectivement livrés, doit être portée au crédit du Compte „Réparations“ de la nation attributaire.

Tel est le principe des livraisons en nature admises par le Traité.

Mais ce principe est à peine posé qu'on lui apporte immédiatement une dérogation capitale, et en vertu de laquelle la détermination des livraisons à réaliser va être fonction, non des besoins réels et totaux des pays dévastés, mais des capacités de l'Allemagne, de ses nécessités intérieures, économiques et sociales ; toutes contingences dont l'appréciation est laissée à la Commission des Réparations.

Ainsi s'exprime le 4^o, alinéas 1-2 et 3 de l'Annexe IV :

« Dès réception des listes, la Commission examinera dans quelle mesure les matériaux et animaux mentionnés dans ces listes peuvent être exigés de l'Allemagne. Pour fixer sa décision, la Commission tiendra compte des nécessités intérieures de l'Allemagne, autant que cela sera nécessaire au maintien de sa vie

(1) Des critiques ont été élevées sur le rôle exclusif dévolu à la Commission des Réparations dans l'acceptation des objets livrés (Note sur les réparations des dommages, telles qu'elles sont prévues par le Traité de Paix, rédigée par M. GALOPIN sur demande du Gouvernement Belge.) — En pratique, les livraisons sont réceptionnées par des services nationaux fonctionnant comme mandataires de la Commission des Réparations, de sorte que ce sont en fait les nations intéressées elles-mêmes qui décident si le matériel présenté est propre à l'usage auquel il est destiné.

sociale et économique; elle fera état également des prix et des dates auxquels les articles semblables peuvent être obtenus dans les pays alliés et associés et les comparera à ceux applicables aux articles allemands; elle fera état, enfin, de l'intérêt général qu'ont les Gouvernements alliés et associés à ce que la vie industrielle de l'Allemagne ne soit pas désorganisée au point de compromettre sa capacité d'accomplir les autres actes de réparation exigés d'elle. Toutefois, il ne sera demandé à l'Allemagne des machines, des équipements, des tours et tous articles similaires d'un caractère commercial actuellement en service dans l'industrie, que si aucun stock de ces articles n'est disponible et à vendre; d'autre part, les demandes de cette nature n'excéderont pas 30 p. 100 des quantités de chaque article en service dans un établissement allemand ou une entreprise allemande quelconque.

La Commission donnera aux représentants du Gouvernement allemand la faculté de se faire entendre, dans un délai déterminé, sur sa capacité de fournir lesdits matériaux, animaux et objets.»

«Qui contesterait, dit M. R. G. LEVY, la mansuétude de toutes ces clauses, soigneusement étudiées de façon à ce que les reprises, cependant si légitimes des alliés, n'entravent pas la restauration de la vie économique de l'Allemagne? »

Nous ne pensons pas, en effet, que quiconque puisse, de bonne foi, contester cette mansuétude. — Mais dans cette étude qui s'occupe de la restauration matérielle de la France, nous aurons le souci de rechercher si celle-ci ne devait pas légitimement passer avant la restauration économique de l'Allemagne, dans le cas où, faute d'un moyen terme, il fallait choisir entre les deux.

Nous limitant à notre sujet, nous pouvons résumer ainsi le système adopté par le Traité pour l'exécution des Réparations, dont la Reconstitution fait partie intégrante :

Évaluation des dommages, paiement par l'Allemagne du montant résultant de cette évaluation, en principe par des versements monétaires, fractionnairement par des prestations en nature évaluées.

Le Traité a cependant dérogé à ce principe général de l'eva-

luation, en maintenant à la charge de l'Allemagne, par son article 238, une obligation antérieurement stipulée par les Conventions d'Armistice ⁽¹⁾: *la Restitution à l'identique des objets enlevés des territoires occupés.*

Cette Restitution est due «*en sus des paiements*» imposés à l'Allemagne au titre «*Réparations*».

Elle porte sur les objets eux-mêmes, elle est affranchie de toute idée d'estimation de leur valeur propre dans un but libératoire au profit de l'Allemagne.

Il y a donc là une obligation qui fonctionne parallèlement et distinctement du système général de Réparations par évaluation et paiement.

En restituant un objet identifié, l'Allemagne se libère purement et simplement d'une obligation née de l'identification même, *elle ne fournit pas de prestation à valoir sur sa dette générale*⁽²⁾.

(1) L'Article 7 (in fine) de la Convention d'Armistice du 11 Novembre 1918 prescrivait la restitution de tous les chalands enlevés aux Alliés.

L'Article 19 de la même convention prescrivait la Restitution immédiate de l'encaisse de la Banque Nationale de Belgique et, en général, remise immédiate de tous documents, valeurs mobilières et fiduciaires touchant aux intérêts publics dans les pays envahis — Restitution de l'or russe et roumain.

L'Article 30 prescrivait la restitution sans réciprocité de tous les navires de commerce appartenant aux Puissances alliées.

L'Article 6 de la Convention Additionnelle d'Armistice du 16 Janvier 1919 prescrivait la **restitution du matériel enlevé dans les territoires français et belge**. — Le même article prévoyait que les délégués des Gouvernements français ou belge feraient procéder en Allemagne aux reconnaissances et examens sur place des objets signalés si cela leur paraissait utile.

L'application des prescriptions ci-dessus a été réglée par des Protocoles signés par les Allemands à SPA: le 1er Décembre 1918 pour l'article 19 de la Convention du 11 Novembre 1918 — le 1er Février 1919 pour l'article 6 de la Convention du 16 Janvier 1919.

(2) Toutefois, les restitutions effectuées pendant la période préparatoire de la fixation de la dette allemande arrivaient indirectement à ce résultat, puisque par le fait même de la remise en place, elles diminuaient d'autant le dommage — les Allemands ayant exprimé en Septembre 1919 la crainte de payer deux fois, il leur fut réprouvé en ce sens sur directives du Ministre des Régions Libérées.

«En aucun cas, dit l'article 243, les restitutions effectuées en vertu de l'article 238 ne pourront être portées au crédit de l'Allemagne».

Nous nous proposons d'insister par ailleurs, en cette étude, sur l'élaboration, au cours des tractations immédiatement consécutives à l'Armistice, de cette obligation.

Telle qu'elle est définie par le Traité, elle impose à l'Allemagne «la restitution en espèces des espèces enlevées saisies ou séquestrées, ainsi que la restitution des animaux, des objets de toute sorte et des valeurs enlevés, saisis ou séquestrés dans les cas où il sera possible de les identifier sur le territoire de l'Allemagne, ou sur celui de ses alliés» (1).

Donc, sauf pour les espèces qui doivent être restituées sous forme de sommes équivalentes et en même monnaie, un objet enlevé de France n'est restituée que s'il est identifié, c'est à-dire, prouvé être l'objet même qui a été soustrait de son lieu d'origine et ce, à la condition expresse que cette identification soit faite sur le territoire de l'Allemagne ou de ses alliés (2).

L'obligation de restitution ainsi limitée, laisse à la charge de la France — tout ou moins jusqu'à décision contraire et non encore intervenue — tous les frais de récupération et de remise en place des objets enlevés par les Allemands, mais placés par eux hors

(1) Les protocoles d'application du Traité rédigés par la Commission des Réparations ont précisé que cette obligation comprenait tous les frais afférents à la restitution jusque et y compris le transport au lieu d'origine et la remise en place. — Il a été également spécifié que la restitution s'entendait d'objets «en bon état» ce que l'Allemagne a décliné, sans que jusqu'à présent on soit arrivé à lui imposer ce point. Elle restitue les objets tels qu'ils sont.

(2) Les autres traités de paix conclus par les Alliés avec l'Autriche, la Hongrie et la Turquie, contenant un article littéralement analogue, il en résulte que l'obligation est en quelque sorte solidaire à l'Allemagne et ces autres Puissances et qu'elle naît par le seul fait de l'existence sur le territoire d'une de ces nations d'un objet d'origine alliée. La Commission des Réparations a, toutefois, cherché, dans un but pratique, à répartir les charges de cette obligation, en les imposant dans chaque cas particulier à la nation responsable de l'enlèvement.

de leur propre territoire *actuel*, c'est-à-dire, non seulement dans les parties antérieurement occupées de la France et de la Belgique, mais dans les pays de l'Europe Centrale détachés de l'Allemagne ou de ses alliés par application des traités de 1919 et 1920.

Notons, à titre d'indication, que la France pour la récupération — en Belgique seulement — de ses biens qui y ont été transportés par les Allemands, a dû engager des dépenses qui se chiffrent environ à 12.500.000 francs.

CHAPITRE III.

L'utilité de la Critique du Traité.

« On ne méditera, a écrit M. G. HANOTAUX, jamais assez sur les origines et les conséquences de la guerre de 1914, et sur les conditions de la paix qui y mit fin ».

L'importance même que présente pour notre pays la reconstitution matérielle des régions dévastées, justifie la méditation approfondie des clauses adoptées par le Traité pour le règlement de ce point particulier, — vital pour nous — simple fraction de l'immense problème soumis à ceux qui assumèrent la tâche de préparer la paix.

Aussi bien, depuis bientôt trois ans que le Traité a été signé, qu'il a affronté les réalités, il a fait l'objet de critiques nombreuses qui ont porté, tant sur les principes qui l'ont inspiré, que sur ses détails d'exécution.

Loué par les uns, blâmé par les autres, il a provoqué des discussions techniques, des polémiques politiques. Et devant ces oppositions diverses d'opinion sur un texte solennel et définitif, on peut se demander si l'étude critique est ici véritablement opportune.

Toute critique de ce monument qui concrétise devant le monde les obligations de l'Allemagne, n'est-elle pas un apport aux tergiversations des allemands dont le seul but est de démolir un texte qui les lie indiscutablement, escomptant adroitement que, quelles que soient les dispositions qui pourraient être adoptées à sa place, ils gagneront au change.

« C'est le mauvais ouvrier qui se plaint de son outil » rappelle M. CLEMENCEAU dans sa préface à l'ouvrage que M. TARDIEU a consacré à la défense passionnée du Traité, de sa préparation, de ses auteurs.

Qu'on ne nous prête pas la naïve prétention de nous effrayer nous-mêmes des conclusions que nous chercherons à formuler! Mais il n'est pas de travail improductif dans un tel domaine, les essais des disciples préparent les travaux des maîtres, les ébauches suscitent les oeuvres.

Le problème posé est grave, en tout état de cause, et vaut qu'on s'y arrête.

Et tout d'abord, nous entendons nous placer ici au point de vue proprement national, au point de vue français.

Nous répudions comme mal fondée toute critique du Traité qui prétend faire abstraction du patriotisme.

Le Traité de Paix n'est pas un acte qui prend son existence en lui-même, il est consécutif à la guerre, et c'est illogisme pur que prétendre que dans son élaboration il fallait se dégager de ce que M. KEYNES nomme avec dédain «l'esprit de vengeance parmi les forts, et parmi les faibles une impuissante rage», et que nous considérons, nous, comme la noble passion d'amour des hommes pour leur pays.

Nous venons de citer le nom de M. KEYNES. Toutes les assertions de cet auteur insulaire, adversaire irréductible des idées françaises adoptées dans le Traité, ont été réduites à néant par toutes nos compétences nationales.⁽¹⁾ A ne considérer que la France, nous serions tentés de ne garder de ses critiques que le souvenir d'une désagréable manifestation — Son pamphlet, cependant, dont le succès mondial fut incontestable, et par le fait surtout de ce succès, rejaillira sur tous les efforts de discussion du Traité, auxquels il donnera quoi qu'ils en aient, l'apparence de manoeuvres susceptibles de faire le jeu de l'Allemagne.⁽²⁾

Efforçons-nous donc tout d'abord d'écarter ce reproche éventuel, d'une étude dont l'intention exclusive est d'apprécier dans quelle mesure satisfaction a été assurée, par le Traité, aux droits de la France.

(1) Voir notamment le livre de M. R. G. LEVY «le Traité de Versailles».

(2) Cette idée a été exposée par M. de LAPRADELLE à son cours Faculté de Droit de Paris 1920—1921.

La légitimité de ces droits, nous l'avons établie ; la responsabilité de l'Allemagne, historiquement démontrée par ses propres documents, a pour corollaire logique, moral, juridique, son obligation totale de réparer.

C'est là un principe irréfragable, auquel le monde entier, y compris l'Allemagne, a expressément donné son adhésion.

La dépêche Lansing du 5 Novembre 1918 l'a proclamé avant la fin des hostilités, les Allemands ont demandé l'Armistice sur cette base que le Traité de Paix, qu'ils ont signé, consacre définitivement dans son article 231 — Que l'on n'objecte pas qu'il fut signé par force ; c'est là une pétition de principes, car le propre d'un traité de paix est d'être imposé par le vainqueur au vaincu dont la signature oblige si déplaisante qu'elle soit à donner.

Loin donc de faire échec à la responsabilité pleine et entière de l'Allemagne, nous entendons nous y tenir et appuyer sur elle tout notre raisonnement.

Reste l'application de cette responsabilité. — Les années ont passé, des échéances sont arrivées et le système d'exécution du Traité, que nous avons décrit précédemment, a été mis en oeuvre.

Quel en a été le rendement pour le pays ?

Problème d'intérêt purement spéculatif, pourrait-on supposer, puisque le traité est définitif, et qu'il ne peut se concevoir — si l'on s'en tient aux intérêts de la France — qu'il soit fondamentalement remanié.

Tout en nous ralliant complètement au caractère sacré du Traité de Paix, nous ne pensons pas que l'appréciation de son système d'exécution soit dépourvue de tout intérêt pratique.

En effet, en recherchant les moyens les plus sûrs de nous garantir nos droits, en mesurant nos besoins, en appréciant les possibilités de l'adversaire, nous aboutirons à une résultante qui, dégagée alors de toute idée personnelle, exprimera, partiellement du moins, les points sur lesquels doivent s'appliquer les efforts de ceux qui assument la direction de notre reconstitution.

Et il ne manque pas, à ce sujet, de décisions à prendre.

En dehors de l'activité qu'il y a lieu de déployer pour la propre exécution du Traité, nous verrons que par la force des choses on a été amené à déroger à certaines de ses règles essentielles ; le champ est ainsi ouvert, beaucoup plus large qu'il ne le semblait tout d'abord, aux initiatives des représentants du pays.

C'est dans cet état d'esprit que nous nous proposons de passer rapidement en revue les résultats obtenus dans l'exécution du Traité, en tant qu'ils intéressent la reconstitution matérielle de nos régions, et, du rendement respectif de chacune des clauses, nous chercherons à déduire quelles sont celles qui se prêtent le mieux à une réalisation pratique et rapide du but à atteindre.

CHAPITRE IV

L'exécution du Traité.

Si le Traité avait été exécuté purement et simplement, la méthode la meilleure pour mesurer ses résultats serait d'étudier successivement le débit de l'Allemagne au compte *Réparations* de la France, puis son crédit au même compte, c'est-à-dire, la liste de ses paiements et de ses prestations.

En réalité, la Commission des Réparations, organe exclusivement chargé par le Traité de l'exécution des Réparations, a été dessaisie d'une partie de ses attributions, et nous verrons que les Gouvernements ont pris l'initiative de statuer, en son lieu et place, sur des questions à elle seule dévolues.

Il en résulte une dualité de mesures qui nous oblige à changer l'ordre logique de notre étude, et à apprécier d'abord les résultats obtenus en exécution stricte du Traité, puis à considérer ensuite en quoi il lui a été dérogé, et quels sont les règlements supplémentaires qui ont été adoptés.

SECTION I. — RESTITUTIONS. —

Du point de vue chronologique, le Traité s'est trouvé exécuté immédiatement et *de plano*, en ce qui concerne les restitutions à l'identique prescrites par l'Article 238.

Dès le mois de Février 1919, un organisme dénommé : Service de Restitution Industrielle, avait été créé pour l'exécution de la clause VI de la Convention d'Armistice du 16 Janvier (ultérieurement complétée, en ce qui concerne la restitution, par les Protocoles de SPA du 1er Février et du 23 Mars 1919).

En Avril 1919, ce service étendit au matériel de chemins de fer, au matériel agricole, aux meubles et objets de toute nature,

ses opérations initialement limitées au matériel industriel⁽¹⁾. — Une Commission spéciale était créée vers la même époque pour la restitution du cheptel.

L'ensemble des opérations de restitution, telles qu'elles furent réalisées sous le régime de l'Armistice, peut se résumer ainsi :

- 1^o) Recherche du matériel d'origine française ;
- 2^o) Identification de ce matériel, c'est-à-dire preuve de son origine, et établissement de son propriétaire ;
- 3^o) Reprise de ce matériel. — La reprise étant faite, le propriétaire était mis à même, par les renseignements qu'on lui donnait et par les facilités qu'on lui accordait, de visiter lui-même son matériel, d'accepter ou de refuser sa restitution. — S'il l'acceptait, le matériel lui était expédié immédiatement, s'il le refusait, le matériel était stocké en vue d'une liquidation ultérieure au profit du Trésor français.

Pour l'exécution de ces opérations, l'organisation générale suivante fut adoptée :

- a) Un centre directif nanti de services généraux destinés à l'administration, la centralisation des renseignements ⁽²⁾, l'établissement des statistiques, l'organisation des transports, le tout à Wiesbaden.
- b) Des ramifications à chacune desquelles était attribué un secteur du territoire allemand, ainsi soumis dans son entier à une double action de recherche et de reprise ⁽³⁾.

Le gouvernement allemand avait été requis de créer, pour le représenter et coopérer par tous les moyens possibles à l'exé-

(1) Notons qu'il assura en même temps que les restitutions ci-dessus l'exécution des **livraisons** de matériel de chemins de fer (Clause VII de la Convention d'Armistice du 11 Novembre) et du matériel agricole (Clause III de la Convention d'Armistice du 16 Janvier).

(2) Un système de classification permettait de rapprocher automatiquement les renseignements venus d'Allemagne (groupes de recherche) et les données venues de France (demandes des sinistrés).

(3) Ces ramifications de service étaient fixes (groupes d'agents à demeure en Allemagne) ou mobiles (commissions itinérantes).

cution des restitutions, une organisation symétrique à l'organisation française, ayant son siège à Francfort, et des dépendances fonctionnant parallèlement aux ramifications françaises et à leur disposition.

Lors de la mise en vigueur du Traité de Paix, la question se posa de la création des organes nécessaires à son exécution. — La Commission des Réparations, exclusivement compétente pour toute la partie VIII, se trouva donc en face d'un organisme existant et en fonctionnement, et parfaitement approprié à l'application de l'Article 238, qui, en substance, ne fait que confirmer les obligations de restitution imposées à l'Allemagne par les Conventions d'Armistice.

Cet organisme fut maintenu.⁽¹⁾ Son organisation subsista dans l'ensemble sur le cadre que nous avons exposé.

Les protocoles d'application de l'Article 238 ont d'ailleurs repris dans leurs traits essentiels les dispositions des protocoles d'Armistice de SPA.⁽²⁾

Nous donnons ci-dessous, en chiffres ronds, les résultats donnés au 30 Novembre 1921, par les restitutions à l'identique dans chaque grande catégorie de matériel :

Matériel industriel.

319.000 tonnes de matériel d'origine française ont été identifiées, sur lesquelles 255.400 tonnes ont déjà été expédiées en France.

(1) Les services de Restitution ne furent pas absorbés organiquement par la Commission des Réparations. — Ils sont restés dépendants de leurs Gouvernements (pour la France: du Ministère des Régions Libérées). La Commission des Réparations les a constitués ses mandataires se réservant un contrôle permanent tant sur leurs opérations que sur leurs dépenses

(2) La procédure d'application de l'article 238 a été réglée par un Protocole général (Protocole A.), et par des protocoles particuliers statuant spécialement pour chaque grande catégorie de matériel:

Protocoles B. pour le Cheptel. — C. pour le matériel industriel et de chemins de fer. — D. pour les objets divers et valeurs — E. pour le matériel de batellerie fluviale.

2800 tonnes ont été vendues au profit du Trésor Français. — La différence est stockée et en cours d'expédition.

Le tonnage ci-dessus exprimé comprend 7.048 wagons français.

Cheptel.

4.796 chevaux ont été restitués, soit par identification, soit en substitution. ⁽¹⁾

Matériel agricole.

6.122 tonnes de matériel ont été restituées, soit par identification, soit en substitution. ⁽²⁾

Mobilier. — Oeuvres d'art et valeurs diverses.

174 tonnes de mobilier français ont été identifiées, sur lesquelles 158 tonnes ont été réexpédiées en France.

Enfin, des titres et espèces, représentant une valeur de 15 millions, ont été rerris à l'Allemagne.

Les résultats ci-dessus résumés font ressortir nettement que c'est la restitution du matériel industriel qui a donné le plus de rendement.

L'explication en est simple; c'est en effet sur ce matériel qu'ont porté les premières dispositions immédiatement consécutives à l'Armistice.

La restitution des autres catégories d'objets — et tout parti-

(1) En vertu d'un accore forfaitaire intervenu entre la France et l'Allemagne le 3 Juin 1921, les opérations de recherches et d'indentification de cheptel en général ont été suspendues, contre l'engagement par l'Allemagne de livrer — en substitution — 56.000 chevaux.

(2) En vertu d'un accord forfaitaire intervenu entre la France et l'Allemagne en Septembre 1919, les opérations de recherches et d'identification de matériel agricole ont été suspendues, contre engagement par l'Allemagne de livrer — en substitution — du matériel neuf pour une valeur de 20.000.000 de mark, ceci s'entendant aux prix de l'époque de la conclusion de l'accord.

Le matériel livré en exécution de ces deux conventions est traité comme matériel restitué, et notamment il ne donne aucun titre à mise au crédit de l'Allemagne.

culièrement des valeurs et objets d'art — moins précisément déterminée, a dû faire l'objet de dispositions ultérieures qui n'ont été définitivement mises au point que par les protocoles d'application de l'Article 238. Il y a eu là une perte de temps considérable, aggravée encore par la mauvaise volonté allemande sans cesse croissante.

Nous devons, pour donner une idée exacte de l'état actuel de la question des Restitutions à l'identique, mentionner que le 7 Octobre 1921 M. LOUCHEUR, Ministre des Régions Libérées, a signé à Wiesbaden, avec M. RATHENAU, représentant le Gouvernement allemand, un accord destiné à suspendre les opérations de recherches et d'identification de matériel industriel, de matériel de chemins de fer et de cheptel. ⁽¹⁾

Aux termes de cet accord, cette suspension aura comme contrepartie :

- 1^o La livraison de 120.000 tonnes de matériel industriel (dans lesquelles sera compté le tonnage expédié depuis le 1er Mai 1921) et un versement de 158. millions de mark or portant un intérêt à 5%.
- 2^o La livraison de 6.200 wagons français (dans lesquels seront comptés les wagons restitués depuis le 1er Juillet 1921) et de 4.500 wagons neufs.
- 3^o La livraison de : 62.000 chevaux
25.000 bovins
25.000 ovins
40.000 ruches d'abeilles.

De l'avis général des experts, cet accord est satisfaisant pour la France quant aux quantités à livrer. ⁽²⁾

(1) L'application de cet accord est subordonnée à l'approbation de la Commission des Réparations.

(2) L'accord du 7 Octobre 1921 laisse subsister les restitutions de meubles, objets d'art et valeurs. — Un forfait est également en préparation, croyons-nous savoir, pour suspendre ces restitutions. — Si une telle opération se suppose facilement pour le mobilier, les espèces et valeurs mobilières, on voit moins clairement comment on pourra y aboutir pour les oeuvres d'art qui comportent un élément de subjectivité les faisant presque toujours irremplaçables et inestimables.

Il aboutit à la disparition d'un organisme de recherches à l'intérieur de l'Allemagne dont l'utilité (réelle ou virtuelle) a sa meilleure preuve dans la ténacité des Allemands à chercher sa suppression.

SECTION II. — LIVRAISONS EN NATURE. —

Les livraisons de matériel imposées à l'Allemagne dans un but d'application directe à la reconstitution des régions dévastées, que le Traité a réglées particulièrement par l'Annexe IV de la Partie VIII, ont eu, elles aussi, un précédent dans les Conventions d'Armistice.⁽¹⁾ C'est pour cette raison que, jusqu' à présent, la grosse majorité de ces livraisons a été réceptionnée par les services existants, et manipulant du matériel de même catégorie, soit pour des opérations de restitution, soit pour des livraisons au titre Armistice. — (Services groupés dans leur ensemble sous la direction générale des Services de Restitution en ce qui concerne le matériel industriel, le matériel de chemins de fer, le matériel agricole, et de la Commission Supérieure du Cheptel en ce qui concerne les animaux.)

La fonctionnement des services de réception des objets livrés est, en raison même de la nature de ces opérations, d'une grande simplicité; le matériel livré est acheminé par les soins de l'Allemagne sur des points où il est examiné et, suivant les cas, reçu ou refusé par les organes français compétents. Ces points sont très généralement choisis à une gare appropriée,⁽²⁾ voisine de la frontière.

(1) La Clause VII de la Convention d'Armistice du 11 Novembre 1918 prescrivait la livraison de 5.000 locomotives, et 150.000 wagons, de 5.000 camions, l'abandon sur place de tous les approvisionnements en charbon et matières d'entretien, matériel de voie, de signalisation et d'atelier.

La clause III de la Convention d'Armistice du 16 Janvier 1919 prescrivait la livraison de matériel agricole neuf ou en très bon état avec accessoires et lots de rechange nécessaires pour un service de 18 mois.

(2) Les principales gares de ce genre sont actuellement: Bischhofsheim pour le matériel agricole — Neuwied, pour le matériel de chemins de fer — St. Avoird et Bouzonville pour le Cheptel.

Il est à noter que, pour des raisons d'ordre pratique, certaines réceptions qualitatives sont faites à l'intérieur de l'Allemagne par des organes itinérants (notamment pour les bois qui sont réceptionnés sur les chantiers mêmes de commande et de mise en état).

La réception qualitative des matériaux, objets ou animaux livrés, est confiée à des techniciens pris dans la branche d'industrie correspondante; l'ensemble des opérations est administré par le Ministère des Régions Libérées, et contrôlé par la Commission des Réparations qui apprécie la valeur libératoire pour l'Allemagne des leishous effectuées.

Nous groupons ci-dessous les résultats au 30 Novembre 1921 des principales livraisons intéressant la reconstitution.

Nous faisons état des livraisons faites en exécution tant des Conventions d'Armistice, que du Traité de Paix.⁽¹⁾ Elles présentent toutes en effet ce double caractère commun de réaliser l'application directe des ressources allemandes à la restauration de nos régions dévastées, et de comporter une valeur libératoire imputable sur la dette totale imposée à l'Allemagne.⁽²⁾

Matériel agricole

(Clause III de la Convention : 28.000 machines
d'Armistice du 16 Janvier 1919):
: 9.800 voitures
:
: 216.000 outils
(en tonnage : 26.858 tonnes)

Matériel roulant de Chemins de Fer

(Clause VII de la Convention : 62.200 wagons
d'Armistice du II Novembre 1918):
: 2.600 locomotives
:

(1) Les cessions de matériel de navigation fluviale, prévues par l'Annexe III de la partie VIII, ont été réglées par un accord entre les Gouvernements français et allemand en date du 6 Juin 1921. — Toutes les opérations relatives à ce matériel sont assumées par le ministère des Travaux Publics. Nous n'avons pu nous procurer de renseignements exacts sur les résultats déjà obtenus.

(2) Ce dernier point résulte, en ce qui concerne les livraisons d'Armistice, de l'Article 250 du Traité de Paix.

Matériel Fixe de chemins de fer

(Protocole d'Armistice du 25 :
Mars 1919) : 52.653 tonnes
:

Cheptel

(Annexe IV ~ Paragraphe 6 et : 51.500 chevaux
paragraphe 2^a). :
: 77.130 bovins
:
: 139.150 ovins
:
: 11.680 lapins
:
: 131.600 volailles
:
: 20.288 ruches d'abeilles
:
: 13.158 Kgs de poissons
:
: 6.501 tonnes de semences

Bois.

(Annexe IV ~ Commande du : 33.000 mètres cubes de
28 Février 1921) :
: bois en grumes ou débités
:
: 32.000 poteaux télégra-
:
: phiques

Il est incontestable que, sauf en ce qui concerne le cheptel, les livraisons effectuées par application du Traité n'ont pas, jusqu'à présent du moins, pris l'ampleur que nécessiteraient nos besoins.

La procédure qu'a adoptée le Traité a eu pour conséquence inévitable la lenteur dans la mise au point des commandes à notifier à l'Allemagne.

A titre d'exemple : la première lettre de commande de bois a été adressée par la Commission des Réparations, au Gouvernement allemand, le 28 Février 1921. Les premiers ordres d'exécution aux Services nationaux ont été donnés fin Juillet.

Or, les chiffres cités montrent que, malgré la bonne volonté très limitée manifestée par l'Allemagne, les résultats déjà obtenus sont tangibles. Cette remarque fait, à elle seule, ressortir que le point faible du système est à chercher en dehors de l'exécution.

La question des livraisons en nature doit d'ailleurs prendre un aspect nouveau dès que l'accord général conclu à Wiesbaden le 6 Août 1921, entre M. LOUCHEUR et RATHENAU, et approuvé par les Gouvernements français et allemand, recevra application. Cet accord, actuellement soumis à la Commission des Reparations pour approbation, a pour but essentiel l'intensification, pendant les années qui suivront, des livraisons en nature (leur valeur totale pouvant s'élever jusqu'à 7 milliards de mark or, jusqu'au 1er Mai 1926). Il prévoit à la lettre que l'Allemagne devra réaliser toutes les livraisons de matériel et matériaux (cette expression s'entendant de tous produits destinés à la Reconstitution) «compatibles avec ses possibilités de production, les conditions de son approvisionnement en matières premières, ses nécessités intérieures pour autant que cela sera nécessaire au maintien de sa vie sociale et économique».

Les commandes de matériel seront dressées par des groupements de sinistrés, les livraisons effectuées par des organismes allemands de droit privé.

Une Commission d'arbitrage, composée de trois membres (dont obligatoirement un français et un allemand) sera compétente pour toutes les contestations nées de l'exécution de l'accord.

Les prix seront fixés par entente directe (et à défaut par la Commission d'arbitrage pour les objets en série, par la Commission des Réparations pour les objets spéciaux).

Ces livraisons seront applicables uniquement à la reconstitution des régions dévastées. Leur valeur, qui sera à déduire des annuités à payer par l'Allemagne, ne pourra être supérieure à un milliard par an, quel que soit le montant des livraisons, le

surplus, s'il en existe un, étant à reporter au crédit des annuités postérieures.

Notons enfin que toutes les commandes passées en exécution de l'Annexe IV avant la signature de l'accord du 6 Août 1921, seront exécutées totalement, et que d'autre part cet accord n'entraînerait, en cas de résiliation, aucune prescription des droits dévolus à la France par l'Annexe IV.

SECTION III. — LA DETTE DE L'ALLEMAGNE. —

Les restitutions à l'identique, et les livraisons en nature dont nous venons de résumer les résultats, ne sont qu'une partie du système général adopté par le Traité pour les Réparations. Théoriquement même ils ne devaient jouer qu'accessoirement dans le principe général de paiement après évaluation

Pour excuser ce principe, il fallait donc tout d'abord évaluer nos dommages. L'énormité des difficultés que comporte cette opération, a fait reculer la Conférence de la Paix devant sa réalisation immédiate, et l'insertion de son résultat dans le Traité lui-même.

Au surplus, on craignait alors qu'une somme déterminée insérée au Traité, liât les Puissances Alliées, et ce au détriment de leurs droits, au cas où elle serait insuffisante. C'est toute la question du forfait qui déjà se posait.

Les Membres français de la conférence s'y opposaient irréductiblement, la réalité l'a rapidement imposé.

Rappelons ici les paroles prononcées à ce sujet au Conseil des Quatre par nos représentants :

Mr. LOUCHEUR — 28 Mars 1919 — *« Je dois répéter avec force que le chiffre forfaitaire qu'on nous offre ne permet pas de réparer l'ensemble des dommages aux personnes et aux biens. »*

Mr. KLOTZ — 28 Mars 1919 — *« Les Allemands sont astreints, et se sont engagés à réparer les dommages. Nous ignorons aujourd'hui ce que coûteront les réparations. Des évaluations improvisées seraient imprudentes. »*

Mr. CLEMENCEAU — 7 Avril 1919 — *«Je n'accepterai en aucun cas que, soit le Traité, soit la Commission, fixe un chiffre inférieur à ce qui nous est dû».*

Et Mr. TARDIEU qui cite toutes ces paroles conclut; «Pour ces raisons, qui demeurent décisives, la France, en 1919, a refusé le forfait. Elle a refusé de fixer sommairement et au hasard la dette de l'Allemagne. Elle a refusé de pendre pour base de cette dette — ce qui est la conséquence inévitable du forfait — la capacité de paiement présumée de l'Allemagne. Elle a refusé de renoncer à son droit d'être dédommée intégralement de toutes les destructions de vies et de biens, qui sont l'oeuvre de l'Allemagne».

C'est cette même idée qu'exprime en propres termes le paragraphe 12 (littéra e) de l'Annexe II de la Partie VIII :

«Les frais nécessités par les réparations et les reconstructions des propriétés situées dans les régions envahies et dévastées, y compris la réinstallation des mobiliers, des machines, et de tout matériel seront évalués au coût de réparation et de reconstruction à l'époque où les travaux seront exécutés».

S'il en est ainsi, on ne voit guère comment la date du 1er Mai 1921, qui avait été imposée à la Commission des Réparations pour la fixation définitive de la dette allemande, résolvait le problème. — Elle donnait un délai pour la réalisation du Travail d'évaluation, mais en ce qui concerne les dommages aux biens, il ne se conçoit pas qu'il eût été possible, à cette date, de dire «ce qu'avait coûté la reconstitution». C'était reculer la difficulté.

Il fallut donc produire des chiffres, et puisqu'on entraînait dans l'ère des estimations, il était tout naturel que chacun cherchât à faire aboutir ses calculs à une résultante susceptible d'appuyer ses opinions et de servir ses intérêts.

En France même, plusieurs formules furent émises.

Mr. DUBOIS, Président de la Commission des Réparations apprécia les dommages matériels à 65 milliards (non compris les taxes de guerre, les pertes en mer, les routes détruites, les destructions de monuments publics).

Mr. LOUCHEUR, en Février 1919, fournit l'évaluation de 75

milliards. — Mr. KLOTZ, en Septembre 1919, haussa le chiffre à 134 *milliards* (y compris les pertes en mer, mais les pensions et allocations mises à part).

Mr. R. G. LEVY aboutit dans ses études à 126 *milliards*.

Mr. OGIER, Ministre des Régions Libérées, adressa en Novembre 1920, un mémoire à la Commission des Réparations fixant à 140 *milliards* les dommages aux biens.

Le Gouvernement français, en Février 1921, détailla comme suit les dommages aux biens sur le sol français:

Dommages indirects	38.882 millions de francs			
Propriété batie	36.892	«	«	«
Mobilier	25.119	«	«	«
Propriété non batie	21.671	«	«	«
Biens de l'Etat	1.858	«	«	«
Travaux publics	2.583	«	«	«
Divers	2.359	«	«	«

La même évaluation a boutissait pour le total des dommages à réparer au titre de la Partie VIII à 218.500 millions. Ce qui affecte sur la dette totale de l'Allemagne à la France une proportion approximative de $\frac{4}{7}$ aux dommages aux biens.

Mr. KEYNES, économiste anglais, a apprécié à 500.000.000 livres les dommages matériels causés à la France.

Enfin, l'Allemagne a fourni en 1920 à la Commission des Réparations un «*Mémoire au sujet des dommages de guerre (dommages matériels) causés en France à indemniser par le Gouvernement allemand*».

Ce mémoire fournit des évaluations basées sur l'état dans lequel se trouvaient les objets au moment de la destruction, de la saisie ou de l'enlèvement.

Ses calculs sont basés sur les prix d'avant guerre et il y est prévu que le coût effectif de la reconstitution pourra être obtenu approximativement à l'aide de «taux supplémentaires proportionnés».

Ce mémoire très détaillé distingue, d'une part les biens détruits ou enlevés irrégulièrement, d'autre part les biens saisis

régulièrement. (1) Il tient compte, pour en faire la déduction, des améliorations prétendues apportées par les troupes et organisations diverses allemandes sur le territoire occupé, ainsi que des biens abandonnés par l'Allemagne au retrait de ses armées.

Sur ces bases, le mémoire aboutit aux chiffres globaux suivants (en mark or):

	Dommages	A déduire pour améliorations
A) Destructiions et enlèvements réguliers		
Immeubles	1.459.579.000	
Meubles et oeuvres d'Art	1.301.780.000	
Agriculture (dommage au sol, à l'inventaire matériel et du choptel)	674.716.000	
Forêts et chasses . .	209.000.000	
Routes ét voies navigables	97.100.000	8.800.000
Chemins de fer et postes, téléphone et télégraphe . . .	405.320.000	7.000.000
Mines	427.252.000	1.335.000
Industrie	775.250.000	32.900.000
B) Saisies régulières		
Militaires	805.148.000	
Economiques . . .	1.087.300.000	
Colis postaux arrêtés en Allemagne . .	365.000	

(1) Nous avons cité, page 13, les termes par lesquels l'Allemagne entend justifier ses saisies et ses prélèvements.

à déduire:	
Biens abandonnés .	165.225.000
Paieinent de bons de réquisition . . .	14.188.000
	7.242.810.000
	229.448.000 (1)

La discordance des chiffres que nous avons reproduits met en relief les difficultés que présentait la détermination d'une somme globale précise, et exprimant exactement le dédommagement auquel la France avait droit. Réclamations françaises, suggestions des Alliés, évaluations allemandes, autant de versions impossibles à réfuter scientifiquement l'une par l'autre, chacune ayant à sa base un procédé de calcul différent; le tout compliqué encore par l'instabilité monétaire.

Quoi qu'il en soit, les Gouvernements alliés, qui, au cours d'une série de conférences (Spa, San-Remo, Hythe, Boulogne), avaient déjà été amenés à discuter le Traité en certains de ses points fondamentaux, décidèrent :

1^o. A la conférence de Paris, en Janvier 1921, qu'un délai de 42 ans serait accordé à l'Allemagne pour se libérer de sa dette totale, les paiements étant répartis en annuités dont Mr. DOUMER, Ministre de Finances, a donné à la chambre des Députés, le 9 Février 1921, le détail suivant :

42 annuité fixes	226 milliards de mark or
42 annuités variables	126 milliards de mark or
Total	352 milliards de mark or
Valeur actuelle 5 ^o / _o	148 milliards de mark or
Part de la France 52 ^o / _o	77 milliards de mark or

(1) Le mémoire allemand dont nous avons strictement résumé les bases de calcul et les chiffres, comporte en dépit de son apparence de précision, des données assez fantaisistes, qui atténuent l'importance qu'il y aurait lieu d'attacher à ses conclusions. Citons seulement cette allégation relative aux meubles: Il a été admis qu'en ce qui concerne les magasins importants, ceux qui n'ont pas été épuisés dès le début de la guerre par les achats des habitants et des troupes ont été mis en sureté en temps utile; — et cette autre relative au bétail: il avait été retiré des régions occupées lors de la retraite française, la moitié du cheptel, chevaux, anes et mulets, et 5^o/_o du cheptel bovin.

2°. A la conférence de Londres, en Avril 1921, que la dette allemande, valeur actuelle, était définitivement fixée à 132 milliards, soit pour la France (52 %) 68 milliards 640 millions.

Nous reviendrons plus loin sur l'insuffisance de ce chiffre pour compenser la totalité de nos dommages. Nous ne nous attacherons pas pour l'instant à sa valeur propre ; ce que nous tenons à souligner, c'est que cette fixation a été faite extérieurement aux organes d'application du Traité, dans le cas particulier, la Commission des Réparations. — On objectera que le Traité est un acte contractuel entre Etats qui ne lie les cocontractants que dans la mesure de leur volonté, et qu'il leur est loisible, par une décision commune, d'en modifier les clauses initiales. Ceci est exact. Mais il n'y a là nulle explication de l'illogisme regrettable créé par ces accords.

Le Traité a adopté pour le règlement des réparations un mécanisme déterminé, qui ne saurait être dissocié de l'obligation pour l'Allemagne de verser une indemnité égale à la **valeur totale et effective** des réparations énumérées à l'Annexe I. C'est en propre considération de l'étendue de cette obligation qu'il a été prévu des facilités de paiement, des modalités de libération, certains titres à mise au crédit. Ce système vaut ce qu'il vaut, peut-être était-il opportun de le modifier, dans ce cas il fallait le prendre dans son ensemble. En fait, on a pris en dehors de la Commission des Réparations, une décision qui lui était exclusivement réservée, mais la Commission des Réparations continue à fonctionner sur les bases fixées par le Traité.

Ses attributions peuvent se résumer en deux mots : règlement du débit et du crédit de l'Allemagne. On lui a enlevé la fixation du débit, elle continue à fixer le crédit, et ceci d'après sa procédure initiale.

L'article 243, notamment, reste exécutoire, en vertu duquel doivent être portés au crédit l'Allemagne, au compte « Réparations » :

a) Tout solde définitif en faveur de l'Allemagne visé à la

sections V (Alsace-Lorraine) de la Partie III, et aux sections III et IV de la Partie X (clauses économiques) du Traité.

- b) Toutes sommes dues à l'Allemagne du chef des cessions visées à la Section IV (Bassin de la Sarre) de la Partie III, à la Partie IX (clauses financières) et à la Partie XII (ports, voies d'eau et voies ferrés).
- c) Toutes sommes que la Commission *jugerait devoir être portées* au crédit de l'Allemagne à valoir sur tous autres transferts de propriétés, droits, concessions ou autres intérêts prévus par le Traité.

Ce dernier alinéa fait ressortir la faculté d'interprétation laissée à la Commission des Réparations.

D'autre part, en interprétation de l'Article 250 (2ème alinéa in-fine) la Commission des Réparations a décidé qu'il y aurait lieu de considérer comme matériel d'un caractère non militaire tout matériel qui «sans qu'il y ait lieu d'examiner si son utilisation présente est ou non de nature militaire possède sous sa forme actuelle, ou, au moyen d'une légère modification, comporte, en temps de paix et en vue d'emplois non militaires, une valeur commerciale». — En conséquence, tout matériel de cette nature «doit être considéré comme tombant sous le coup de l'Article 250, c'est-à-dire être porté *au crédit de l'Allemagne*, sans qu'il y ait lieu d'examiner s'il a fait l'objet d'une tradition effective par les autorités allemandes, ou s'il a été abandonné à quelque titre que ce soit par les armées allemandes dans les territoires à évacuer».

Cette décision est grosse de conséquences. Notons d'abord qu'elle donne satisfaction à une prétention allemande exprimée, dans le «*Mémoire au sujet des dommages de guerre*» remis à la Commission des Réparations, et tendant à excepter de la prise de guerre tout le matériel allemand abandonné à l'Est de la Ligne d'Armistice.

Or, l'Article 250, dans ses propres termes, semblait ne devoir s'appliquer qu'au *matériel livré*, ce qui n'est pas le cas du matériel abandonné à l'Est de la Ligne d'Armistice, sauf deux exceptions admises par le Maréchal Commandant en Chef

pendant la période d'Armistice, exceptions nettement délimitées relatives :⁽¹⁾

- 1^o. au matériel roulant allemand laissé en France et en Belgique, qui, si son état le permettait, pouvait entrer en compte dans les 5.000 locomotives et 150.000 wagons.
- 2^o. au matériel de voie, signalisation et ateliers pour remise rapide en état des voies ferrées et reconstitution rapide des ateliers.

Ce matériel fut d'ailleurs dès le début inventorié et en fait, réellement réceptionné en livraisons.

Tout autre matériel fut traité comme prise de guerre⁽²⁾ et, comme tel, liquidé au profit du Trésor français. La décision de la Commission des Réparations a fait de l'immense travail de récupération réalisé par la France, une opération concourant à la décharge de l'Allemagne.

D'après une autre décision de la Commission des Réparations, les frais des services alliés chargés des restitutions conformes à l'Article 238, et qui doivent être payés par l'Allemagne, feront l'objet d'un examen critique de la Commission qui décidera si, et dans quelle mesure, une partie de la somme totale pourra être portée au crédit de l'Allemagne.

Cette décision fait du contrôle des services d'exécution — contrôle en principe nécessaire — au lieu d'une surveillance active et économique, parallèle dans le temps à l'exécution elle-même, une mesure rétroactive qui ne supprimera pas les dépenses exagérées réellement faites, mais par une sorte de péna-

(1) Ces exceptions résultent de la note du 6 Janvier de la Sous-Commission des Transports de la Commission Intéallié Permanente d'Armistice et du Protocole du 25 Mars pour l'applicatton de la Clause 4 B — Annexe 2 Convention d'Armistice du 11 Novembre 1918.

(2) Et c'était en toute justice, car le fait pour l'Allemagne d'avoir amené du matériel — quelle que soit son utilisation du temps de paix — sur les territoires d'occupation, démontrait à lui seul que c'était un matériel d'utilisation militaire. — D'autre part, ce matériel a été abandonné par force, il n'y a eu ni livraison ni réception, ni prise en compte; c'était réellement une perte de l'armée, directement causée par le sort même de la bataille.

lité absolument hors de mise en l'espèce, les mettra à la charge des Alliés (dans le cas particulier, la France et la Belgique principales intéressées) pour le plus grand bénéfice de l'Allemagne.

Nous n'insisterons que sur ces deux exemples de mise au crédit, parce que nous avons pu les étudier pratiquement d'assez près.

Nous pensons qu'ils suffiront à préciser cette idée que par le fait de la coexistence d'un chiffre forfaitaire exprimant la dette globale de l'Allemagne, et du fonctionnement du système d'exécution du Traité de Paix, on aboutit à un double phénomène de disjonction.

Le chiffre forfaitaire, par suite de mises au crédit portant sur des opérations antérieures au forfait lui même, devient une expression inexacte de ce que sur quoi la France a le droit de compter.

Il entre dans la notion fondamentale du forfait de remplacer par un chiffre établi une fois pour toutes, l'incertitude de données dont la détermination est fonction d'événements postérieurs.

Mais le chiffre forfaitaire, au moment où il est établi, doit être déterminé en tout état de cause, c'est-à-dire en tenant compte de tous les éléments susceptibles d'affecter la situation réciproque des deux parties au forfait. Ainsi compris le forfait de Londres aurait dû représenter pour les Alliés le total net de ce qui leur serait payé par l'Allemagne dans l'avenir.

Dans ces conditions, on conçoit qu'il est logique d'imputer sur les 132 milliards les livraisons effectives réalisées postérieurement à la fixation du forfait; il y a là de véritables prestations libératoires; mais il n'en est pas de même des matériaux antérieurement venus en possession des Alliés,⁽¹⁾ ni des opérations y relatives.

(1) Nous visons ici tout particulièrement le matériel abandonné par l'Allemagne à l'Est de la Ligne d'Armistice qui a fait l'objet de la décision de la Commission des Réparations, dont nous avons parlé pages 46 et suivantes.

Outre que les organes d'Etat, en liquidant ce matériel aux prix les plus

La donnée au chiffre forfaitaire est donc faussée et en outre elle est faussée par une inconnue, car on ne connaît pas actuellement encore, les chiffres auxquels aboutiront les décisions interprétatives de la Commission des Réparations.

Que conclure, sinon que l'ensemble du système de paiements imposés à l'Allemagne pour compenser nos dommages, est dans un complet état de déséquilibre ?

Si l'on tient compte en outre que, par application de l'accord financier du 13 Août 1921, le premier milliard payé par l'Allemagne doit aller tout entier à nos Alliés belges et anglais; que dans les derniers mois de 1921 l'Allemagne s'est officiellement, par une lettre à la Commission des Réparations, déclarée incapable d'assurer les versements aux échéances fixés à l'état des paiements de Paris; on ne peut que constater dans quel néant est tombé le principe du paiement intégral «*du coût de reconstruction*» de nos dommages matériels.



Ainsi, la leçon des faits est nette. Elle fait ressortir le rendement respectif de chacune des modalités d'exécution élaborées par le Traité.

Ce que nous voulons retenir, c'est le rapport de ces rendements entre eux. Cette donnée est donc totalement indépendante des

élevés possibles par des adjudications, ont travaillé à leur insu pour l'Allemagne, nous insistons sur le fait que les fonds provenant de ces ventes et qui, avant la décision de la Commission des Réparations, sont allés dans les caisses de l'Etat, ont contribué à donner au budget sa situation spécifique au moment du forfait.—Or, il est hors de doute que ce budget, qui dans son ensemble est l'expression de la situation financière de la France a servi à nos représentants pour fixer le terme limite des concessions qu'ils pouvaient consentir pour garder l'harmonie interalliée.

opinions qui ont pu être émises sur la cause de l'insuffisance du Traité. Que le Traité appliqué plus énergiquement ait contenu tous les moyens de nous garantir l'intégralité de nos droits, c'est une question qui sort tant du cadre de cette étude, que de notre propre compétence. C'est surtout une question politique de responsabilités.

Mais toutes les modalités d'exécution ont été mises en jeu, toutes choses égales d'ailleurs, et c'est, non leur rendement absolu, mais le rendement relatif des unes par rapport aux autres que nous considérons.

Raisonnant à ce point de vue, nous devons conclure que l'obligation de restitution, adoptée par les Conventions d'Armistice, confirmée par le Traité, est celle qui a été appliquée avec le plus de rapidité, et dans le sens le plus conforme à nos besoins; que les livraisons en nature, telles que les a déterminées le Traité, et en particulier l'Annexe IV, ont concouru à nous procurer une fraction du matériel indispensable à notre reconstitution, mais en quantité limitée et avec lenteur.

Quant au système général des règlements monétaires, tant au débit qu'au crédit, nous ne pouvons constater que son inopérance, puisque, répudié en réalité dès sa naissance, on lui a substitué une succession ininterrompue de compromis.

Nous posons alors la question: l'intérêt de la France n'était-il pas, et surtout n'est-il pas encore, de chercher, dans les modalités à meilleur rendement, tant en raison de leur nature propre que de leur organisme exécutif, une méthode plus générale d'exécution de l'obligation de reconstitution à imposer à l'Allemagne?

CHAPITRE V.

La Reconstitution et l'Ensemble des Réparations.

Nous avons exprimé par des chiffres au début de cette étude, la nécessité primordiale que la reconstitution des départements dévastés du Nord et de l'Est présente pour la France. — Cette nécessité se résume en deux mots : pour vivre la France doit produire ; pour produire ses départements remis en état lui sont indispensables.

Il y a là, au point de vue national, quelque chose qui passe avant les différents droits à indemnités nés de la guerre, à quelque titre que ce soit.

Il est loin de notre pensée de songer à contester la légitimité des indemnités, pensions et allocations diverses, dont le caractère moral s'impose. Mais nous tentons seulement d'établir un ordre d'importance basé sur l'intérêt général ; persuadés d'ailleurs qu'en attribuant ainsi à la reconstitution le premier rang, nous visons à un résultat dont auraient bénéficié par incidence tous les français qui directement touchés par la guerre, ont droit à une légitime compensation.

C'est cette directive qui semble avoir inspiré les auteurs de la législation française sur les dommages de guerre, qui, considérant la nécessité d'une rapide remise en état de nos régions dévastées, ont par les avantages attachés au emploi — c'est-à-dire à l'affectation à la reconstitution de l'indemnité perçue — forcé la bonne volonté des sinistrés.⁽¹⁾

(1) En vertu des articles 4 et 5 de la Loi du 17 Avril 1919, l'indemnité à laquelle donnent droit les dommages de guerre comporte en matière immobilière, deux éléments qui sont évalués séparément :

1^o. La perte subie évaluée à la veille de la mobilisation

2^o. et seulement en cas de emploi, c'est-à-dire de reconstruction pour la

Nous croyons pouvoir affirmer que la reconstitution des régions dévastées présentait, pour la France, une importance d'un degré supérieur à celui qu'il fallait attribuer aux autres réparations.

Lors de l'élaboration du Traité de Paix, la question se posa devant tous les Alliés, et, dans la détermination de leurs droits respectifs, déclarait M. LLOYD GEORGE «il y avait non coïncidence. mais concurrence»,

propriété bâtie, et de reprise d'exploitation pour la propriété non bâtie. : les frais supplémentaires nécessités par la reconstitution.

L'article 56 de la même loi accorde aux exécutants du remploi une **priorité** pour l'obtention et le transport des matériaux et l'obtention de la main d'œuvre.

La législation française encourage donc le remploi, mais elle n'en fait pas une obligation. Même ainsi conçue, cette législation n'a pas été unanimement approuvée «notamment contra: M. JACQUELIN, à son cours 1920-1921».

M. KEYNES s'exprime ainsi sur la question, faisant allusion au débat qui a eu lieu à la Chambre des Députés, sur le point de savoir si les sinistrés seraient ou non libres d'utiliser leur indemnité à leur gré :

«Il y avait évidemment beaucoup à dire dans les deux sens. Dans le premier cas les propriétaires auraient à souffrir de ne pouvoir espérer recouvrer l'usage de leurs biens avant de longues années sans pouvoir s'établir ailleurs; dans le second, s'ils étaient libres de recevoir compensation et d'aller où ils voudraient, le Nord de la France ne serait jamais restauré. Nous pensons néanmoins que la sagesse exige qu'on accorde une grande latitude aux habitants, et qu'on laisse les causes économiques suivre leur cours».

C'est un anglais qui parle. Notre intérêt à nous Français est précisément de réagir contre les lois économiques naturelles devant lesquelles nous sommes en état d'infériorité par le fait des dévastations. Ajoutons, en outre, que la faculté d'emploi de l'attributaire existe en fait dans le système adopté, et existerait même si on avait adopté l'obligation du remploi.

Rien ne s'oppose en effet à ce que la créance des sinistrés soit, comme toute créance de droit commun, cessible (titre VI, Chapitre VIII du Code civil) et que par conséquent l'attributaire cherche, au moyen d'une cession, à obtenir l'argent qu'il entend destiner à tout autre but que la reconstitution.

Ce n'est pas là qu'une simple supposition, puisque actuellement sous le régime instauré par la Loi du 18 Avril 1919, et en conformité avec son article 49, des organisations opèrent le rachat des droits à indemnité pour dommages de guerre, en escomptant le bénéfice que la réalisation du remploi peut leur rapporter ultérieurement.

Ce sont là des termes trop absolus.

Et, tout d'abord, l'ensemble des départements ruinés (zone de combat, pays d'occupation)⁽¹⁾ a été l'immense champ de bataille commun à tous les Alliés. Dans toutes opérations militaires, offensives ou défensives conduites par des armées autres que françaises, c'étaient des maisons françaises qui tombaient, des champs français qui étaient saccagés, des localités françaises pillées ou épuisées par une sursaturation des troupes en cantonnement. Nous aurions eu tort de nous en plaindre ; c'était la lutte commune. Mais de l'action d'ensemble réalisée sur notre sol pour la cause de tous, ne résulte pas moins un dommage intégralement supporté par la France. — La solidarité ne devait pas du jour au lendemain devenir lettre morte ; et si ce dommage, par sa nature propre, méritait privilège, cette solidarité commandait qu'il en fût tenu compte.

Evidemment, il y a toujours concurrence entre plusieurs créanciers d'un débiteur insuffisamment solvable, mais les titres de créances ne viennent pas tous sur le même rang ; il peut être certains d'entre eux auxquels la propre qualité de la créance vaut d'être préférés aux autres dans l'emploi des disponibilités limitées du débiteur. C'est le principe du privilège, admis dans toutes les jurisprudences, et dont le fondement principal réside dans une idée de justice dans la répartition, ou de nécessité chez le privilégié.

Nous avons pour nous ce double fondement.

Nous ne revenons pas sur la nécessité que présentait pour nous la reconstitution.

Reste la justice dans la répartition.

Nous n'admettrons jamais le raisonnement de M. HUGHES (Premier Ministre de l'Australie) quand il affirme que « ceux qui ont hypothéqué tout ce qu'ils possédaient pour rétablir les droits de la Belgique et de la France, ont souffert du fait de

(1) Nous nous plaçons uniquement au point de vue français. Il est de toute évidence que dans le même ordre d'idées tout ce qui est dit ici peut s'appliquer à la Belgique.

l'Allemagne autant que la Belgique et la France elles-mêmes. La maison ou l'usine du Français est en ruines, celle de l'Anglais est hypothéquée pour frais de guerre. Le dommage pour lui est aussi réel, aussi élevé, aussi direct».

Non, le dommage n'est pas le même. — «Plaie d'argent n'est pas mortelle» dit un de nos vieux dictons, une fois de plus démontré. Le propriétaire hypothéqué habite sa maison; malgré l'hypothèque, il s'y abrite, y subsiste, y vit. Le propriétaire d'une maison en ruines ne peut que contempler ses ruines, et quand vient la nuit, demander l'hospitalité du voisin. C'est une question qu'il faut envisager avec bonne foi et bon sens.

La concurrence entre Alliés n'était juste que pour la compensation de dommages de même nature.

Les Alliés eux-mêmes avaient été dans la saine conception quand, à la Conférence Economique de Paris, en Juin 1916, ils avaient déclaré sous forme de vœu: *«Proclamant leur solidarité pour la restauration des pays victimes de destructions, de spoliations et de réquisitions abusives, les Alliés décident de rechercher en commun les moyens de faire restituer à ces pays, à titre privilégié ou de les aider à reconstituer leurs matières premières, leur outillage industriel et agricole, leur cheptel et leur flotte marchande»*.

Nul doute que les représentants français n'aient, pendant la préparation du Traité, défendu de toutes leurs forces les droits légitimes de notre pays.

La question se posa alors sous la forme d'une priorité à accorder à la France sur les paiements effectués. — Fut-il suffisamment précisé que c'est pour nos seuls dommages matériels que ce privilège nous était irréductiblement dû?

La priorité en tous cas n'a pu être obtenue; la France n'a été assurée que d'un pourcentage sur les paiements. Ce pourcentage fixé à la discussion du Traité à 55 %, a été réduit à la Conférence de SPA à 52 %. C'est ce dernier chiffre qui doit s'appliquer aux paiements des 132 milliards et, c'est sur cette base que nous allons envisager la situation désavantagée de la France en face de la reconstitution.

Nous avons vu, dans l'examen que nous avons fait du Traité, que les réparations forment un tout, dont les dommages aux biens font partie intégrante, et qui, après évaluation, constitue la dette globale de l'Allemagne.

Cette dette devait être fixée dans son ensemble par la Commission des Réparations, sans qu'il fût question de la décomposer en différents chapitres privilégiés les uns par rapport aux autres. En prévision du chiffre inévitablement énorme de la dette allemande ainsi fixée, la Traité a dû envisager que cette dette se libérerait par paiement échelonnés. L'Article 233 a confié à la Commission des Réparations la tâche de régler cet échelonnement.

La Commission, stipule cet article, établira un état de paiements, en prévoyant les époques et les modalités de l'acquittement par l'Allemagne de l'intégralité de sa dette dans une période de *trente ans*, à dater du 1er Mai 1921. .

Or, la reconstitution doit être rapide, et l'on ne peut admettre que la décision prise par les Alliés, de faire crédit à l'Allemagne, doive avoir pour corollaire la temporisation correspondante de la restauration de nos départements.

Par conséquent, en admettant que le système du Traité ait été appliqué dans son intégralité, par le fait de cet échelonnement portant sur toutes les sommes dues (y compris les sommes dues au chef «dommages aux biens»), l'Etat français n'aurait pu trouver, dans les fractions des versements à lui attribuées, de quoi balancer ses frais de reconstitution, — à moins de le faire au détriment des autres charges qu'il a assumées vis à vis de ses nationaux, et dont le Traité rend l'Allemagne responsable.

Comme d'autre part, on ne peut concevoir que les fournisseurs de matériaux et les exécutants de cette restauration puissent, eux, faire crédit du paiement de leurs prix de vente, traitements et salaires, il faut que tous ces paiements soient avancés.⁽¹⁾

(1) Il convient de noter que c'est pour parer dans une certaine mesure à cet état de choses que le Traité avait prévu la création de bons au porteur par l'Allemagne. — Cette clause n'a jamais reçu la moindre exécution. — On

C'est, par la force des choses, l'Etat français qui, sur sa propre trésorerie, a réalisé cette avance, et ceci avant même que le délai théorique accordé à l'Allemagne eût commencé à courir.⁽¹⁾

Donc, par le jeu strict du Traité, la France ne pouvait échapper au rôle choquant de banquier de l'Allemagne.

Mais le fait d'avoir noyé la reconstitution matérielle dans l'ensemble de la dette allemande a un autre résultat bien plus grave encore.

Que présentait le Traité? Une dette totale. Sur cette dette totale ont porté toutes les discussions. C'est sur elle que se sont appuyées toutes les dissertations sur l'incapacité de paiement de l'Allemagne.

C'est elle qu'ont envisagée les Gouvernements à Paris et à Londres en 1921, et qu'ils ont définitivement fixée à 132 milliards de mark or.

La Reconstitution, simple partie de la dette, a suivi le sort de celle-ci toute proportion gardée.

Dans ces conditions, si on applique aux 132 milliards dûs par l'Allemagne à tous les Alliés, le pourcentage accordé à la France — 52% — on obtient un chiffre de 68 milliards 640 millions, pour l'ensemble des dommages. Si à ce chiffre on applique la proportion que nous avons établie comme représentant, dans cet ensemble, la part des dommages matériels sur le sol français, soit 4/7,⁽²⁾ on aboutit à une somme de 39 milliards, chiffre manifestement inférieur à la moyenne de toutes les évaluations antérieures.

peut douter d'ailleurs de l'utilité pratique qu'eussent pu présenter ces bons. On ne voit guère en effet comment l'Allemagne, qui est incapable de garantir son papier monnaie, eût pu donner une réelle valeur à ces bons. Les lois économiques les vouaient à une dépréciation fatale dont n'aurait pu les protéger «la garantie morale de la Commission des Réparations» dont a parlé M. KLOTZ. — L'Allemagne aurait d'ailleurs eu elle-même un intérêt à cette dépréciation, ne serait-ce que pour leur rachat.

(1) Au 16 Septembre 1919, la France avait déjà réparé 2016 kilomètres de chemin de fer, 700 kilomètres de canaux, remplacé 588 ouvrages d'art, reconstruit 60.000 maisons, remis 400.000 hectares dévastés en culture.

(2) Voir page 42.

Or, il est incontestable que *si le Traité avait mis la réparation des dommages aux biens de nos régions dévastées à la charge de l'Allemagne, sous forme d'une obligation spéciale distincte des autres réparations; nantie par rapport à celles-ci d'un privilège de premier rang* — il eût été possible, dans les compromis ultérieurs, eu égard à l'importance vitale de la Reconstitution (reconnue par l'Allemagne elle-même) de faire porter les tempéraments sur d'autres obligations, et de laisser intacte la première.

CHAPITRE VI.

Le contenu de l'obligation de reconstitution.

La France avait besoin d'une restauration matérielle rapide. Elle avait le droit de l'exiger de l'Allemagne. — Le Traité de Paix a décidé que l'Allemagne se libérerait de cette obligation par des paiements. — L'Allemagne a signé le Traité, et, depuis sa signature, elle n'a eu qu'un souci, qu'un but : ne pas payer, ou tout au moins payer le moins possible. Evaluations différentes, opinion divergentes, voilà pour elle d'excellents prétextes à temporisation ; procédé qu'elle chérit entre tous.

Il est incontestable que la gravité générale de la situation financière mondiale n'est pas sans lui fournir des arguments, quelquefois impressionnants, à l'appui de sa prétendue incapacité de paiement.

En tout état de cause, on peut se demander si l'obligation incombant à l'Allemagne ne pouvait pas être déterminée de telle sorte que, — déjà complexe par elle même — , elle échappât aux complications supplémentaires qu'on lui a ajoutées en en faisant une opération financière.

Bien avant la cessation des hostilités, il avait été prévu qu'un paiement total des pertes dues à la guerre serait pratiquement irréalisable.

Le baron de Zedlitz-Neukirch, membre de la diète de Prusse, écrivait en 1915 :

« Le total des indemnités de guerre et des pertes atteindra une hauteur presque fabuleuse. Il sera impossible d'exiger la restitution entière de nos dépenses et de nos pertes en valeurs escomptables. Comme d'un autre côté il n'y a rien qui puisse nous faire renoncer à cette restitution pleine et entière, il faudra nécessairement l'obtenir sous une autre forme. La restitution

en argent pourra être remplacée par certains avantages économiques propres à relever notre richesse nationale ».

Se plaçant à son point de vue, cet Allemand envisageait comme élément de remplacement, des traités de commerce, des concessions de mines et de chemins de fer. — Or, pour nous, Français, quel est l'élément de première importance et de première nécessité : le matériel, les meubles, les valeurs, en général tous les objets, dans le sens le plus compréhensif du mot, qui nous ont été enlevés.

« Ce ne sont pas, dit M. de LAUNAY, ⁽¹⁾ ni les bonnes volontés, ni les assignats qui remplaceront les ardoises, les tuiles, les pierres de taille, les poutrelles; les wagons pour transporter et les ouvriers pour construire ».

Rien n'autorise d'ailleurs à dire que les élaborateurs du Traité de Paix aient entendu faire abstraction de toutes ces idées, puisque les moyens libérateurs autres que la monnaie ont été envisagés. — Mais ces moyens ne devaient être fatalement appelés à jouer qu'un rôle de second plan ; ceci est hors de doute, et la Conférence de la Paix s'est prononcée sans ambiguïté sur ce point, dans sa réponse aux objections de la Commission financière allemande :

« Quels que soient les procédés par lesquels l'Allemagne se procurera les sommes qu'elle aura à verser, la Commission ne peut pas exiger l'emploi d'autres moyens ; si l'Allemagne offre des paiements en nature, la Commission aura le droit de les accepter, mais, sauf dans les cas prévus par le Traité, elle ne pourra pas exiger des paiements semblables. »

Le principe du règlement monétaire a eu pour résultat la fixation prématurée d'une somme globale représentant la dette de l'Allemagne.

Nous l'avons vu, le Traité de Paix, avoir admis que les dommages matériels seraient évalués au « *coût de reconstruction* »^a, néanmoins imposé pour la fixation de la dette de l'Allemagne,

(1) Problèmes économiques d'après guerre. Page 7.

un délai dont la brièveté était incompatible avec la réalisation exacte de cette évaluation. — Les chiffres que nous avons cités ont mis en relief l'impossibilité où tout le monde s'est trouvé d'établir une formule irréfutable. Au surplus, il eut fallu, pour être exact en toute certitude, avoir le don de divination.

Fatalement le chiffre prématuré de la dette devait comporter une part de fantaisie. —

Ceci est d'autant plus grave qu'on a observé dans ces dernières années des variations de cours si considérables que leur ordre de grandeur a pu être quelquefois supérieur à l'évaluation elle-même.

D'autre part, cette dette mesurée en monnaie, indépendamment de la fragilité de ses bases, a entraîné des difficultés sans nombre par le fait même de sa préexistence à l'exécution des Réparations qu'elle représente.

Considérons les livraisons en nature, dont nous avons donné les résultats, infimes par rapport à la totalité de la dette, et qui sont cependant les seuls essais tangibles de libération de l'Allemagne, les paiements en monnaie étant jusqu'à présent restés lettre morte. Il a fallu dire à chaque prestation de l'Allemagne: tel objet livré est estimé à telle valeur, ce qui diminue d'autant votre dette.

Or, conformément aux prescriptions de la législation française sur les dommages de guerre, les dommages de chaque sinistré ont été estimés par des Commissions cantonales. A titre d'exemple, supposons un objet évalué par une commission cantonale à une somme déterminée: S — Cet objet, par hypothèse est livré par l'Allemagne sur commande, en exécution de l'Annexe IV. La Commission des Réparations évalue cet objet, et dans cette évaluation, elle prend comme base les conditions générales du marché au moment de la livraison. Il va de soi que, étant donné les fluctuations des cours auxquelles nous venons d'assister, l'estimation de la Commission des Réparations aboutira à un chiffre différent de celui qu'avait fixé la Commission cantonale.

L'Etat français va céder au sinistré l'objet réceptionné, soit en vente, soit en imputation sur ses dommages.

Prenons le cas où l'évaluation de la Commission des Réparations sera supérieure de S^1 à celle de la Commission cantonale, soit $S + S^1$. Si l'Etat français décompte $S + S^1$ au sinistré, celui-ci va être lésé d'une somme qui avait son origine dans un autre dommage que celui que vient lui réparer la livraison — Si l'Etat français veut éviter cette lésion à son national, et qu'il ne lui impute que S , c'est alors lui, Etat, qui va supporter une perte de S^1 , puisque l'évaluation de la Commission des Réparations a pour conséquence une suppression de créance de même valeur au compte « *Reparations* ».

Envisageons le cas contraire, beaucoup moins probable, où l'évaluation de la Commission des Réparations est inférieure de S^2 à l'évaluation de la Commission cantonale; il subsistera alors une somme ne correspondant à aucun dommage, et ceci au profit soit du sinistré (si l'Etat lui impute $S - S^2$) soit de l'Etat (s'il impute S au sinistré). Illogisme moins préjudiciable à nos intérêts que dans la première hypothèse, mais tout autant réel.⁽¹⁾

Il est incontestablement plus simple de dire que, quand par une livraison en nature on remet un propriétaire sinistré en possession d'un objet antérieurement détruit ou endommagé, le dommage disparaît par le fait même de cette livraison.

Partant de cette notion nous ne dirons pas à l'Allemagne: vous me devez telle somme représentant la valeur de tels immeubles et meubles, calculée sur telle ou telle base, nous lui dirons: vous devez me remettre en possession des usines, maisons, meubles, valeurs, etc. . dont voici l'inventaire, et le tout dans l'état, la qualité, avec les possibilités d'utilisation existant avant le dommage.

(1) C'est pour parer à ces inconvénients que lors de la mise en exécution du Traité de Paix, la Sous-Commission du bétail du Comité d'organisation de la Commission des Réparations avait proposé que les différences entre les évaluations cantonales et les évaluations de la Commission des Réparations fassent l'objet d'un compte provisionnel, dont le solde débiteur ou créditeur se serait soldé par une modification correspondante du compte dommages de la nation intéressée, mais qui n'aurait pas dû en tout état de cause être porté au crédit de l'Allemagne.

En traitant toutes les Réparations par des mesures monétaires, on fait jouer à la monnaie un rôle nettement dévié de sa fonction naturelle et logique.

La monnaie est une commune mesure d'une pluralité d'objets susceptibles d'être échangés entre eux; elle est l'élément indispensable à la circulation des richesses entre les différentes économies qui par leur interdépendance réalisent l'harmonie sociale.

Mais quand cette interdépendance dans la circulation n'existe pas, quand une richesse circule dans un sens unique, et sans contre-opération, l'usage de la monnaie devient superfétatoire. — Prenons l'exemple d'une donation ou d'une succession: Le bien dévolu par un tel acte a-t-il besoin d'être évalué? Sa seule désignation est absolument suffisante, si on se limite à la seule mutation réalisée entre le donateur et le donataire, le testateur et l'héritier. —

La dette véritable de l'Allemagne c'est *en nature* nos régions dévastées en l'état d'avant-guerre, ceci sans contre-obligation de notre part.

Sa libération ne doit s'exprimer que par la réalisation même de cette remise en état.

Juridiquement, une telle détermination de l'obligation allemande est rigoureusement correcte.

L'objet d'une obligation doit être certain ⁽¹⁾; la quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée, c'est-à-dire que la formule même de l'obligation doit contenir un élément certain pour sa détermination. ⁽²⁾

Les Codes Civils de France et d'Allemagne étant sur ce point parfaitement concordants, ⁽³⁾ il ne saurait être élevé d'objection à ce que les mêmes principes soient admis dans la fixation d'une obligation de caractère international limitée entre ces deux pays.

(1) Articles 1108, 1128, 1129 du Code Civil français.

(2) Baudry-Lacantinerie - tome II - P. 45.

(3) Articles 241, 243 du Code Civil allemand. V. CODE CIVIL ALLEMANDE PUBLIÉ PAR LE COMITÉ DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE PRÈS LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE IMPRIMERIE NATIONALE 1904, Pages 353 et suivantes et les notes.

Est-ce à dire qu'une telle conception eût dû exclure, à priori, tout paiement en monnaie par l'Allemagne? Nullement. Nous ne pouvons mieux exprimer notre idée qu'en nous référant à l'Article 249 in-fine du Code Civil allemand: «Le créancier *peut*, au lieu du rétablissement en nature, exiger la valeur en argent nécessaire pour le procurer».

C'est dire que le paiement, au lieu d'être le moyen principal de Réparation, n'eût été qu'une modalité dont la faculté d'emploi eût été laissée exclusivement à la France créancière.

Il est des cas où les paiements eussent été manifestement nécessaires. — Notamment, toute ingérence de l'Allemagne dans l'exécution locale de la Reconstitution — conduite des travaux, main-d'oeuvre — est à écarter. Il y a à cela des raisons d'ordre moral, on ne peut imposer aux populations à peine libérées, une nouvelle promiscuité de l'envahisseur d'hier.⁽¹⁾ En outre, l'intérêt général du pays exige que la préparation des plans de reconstruction, puis leur exécution matérielle, soient confiées exclusivement à des entreprises nationales elles-mêmes intéressées au résultat, et que d'autre part toutes les possibilités de travail soient garanties aux combattants démobilisés. — On conçoit donc que l'Allemagne ne puisse intervenir ici que pour financer l'opération.

Reste toute la question de l'obtention des matériaux, et de leur acheminement à pied d'oeuvre. Même dans cet ordre de services, des éventualités de paiements sont à envisager.

Il se peut que les matériaux propres à la reconstitution se trouvent à l'état brut ou fabriqué et disponibles sur le marché

(1) L'emploi de la main d'œuvre allemande a été mis souvent, en question ces derniers temps. — M. LOUCHEUR, Ministre des Régions libérées, présenta à ce sujet et saisi en 1921 d'un projet, avait déclaré qu'il n'en accepterait l'étude que si 80% au moins de la population intéressée se prononçait en faveur de l'introduction en France de cette main d'œuvre — une enquête avait été prescrite en envisageant l'emploi éventuel de cette main d'œuvre allemande pour la reconstruction de 12 villages de la Région de Chaune. — Sur 400 familles actuellement rentrées dans les localités désignées, 303 — celles qui ont subi des dommages immobiliers — ont été appelées à se prononcer: 149 ont été pour l'affirmative, soit 49%, et 153 pour la négative, soit 51%.

national; ou encore que des objets ou animaux de caractère spécial soient en vente exclusivement sur des marchés extérieurs à l'Allemagne. Enfin, tous les transports réalisés en France, le seront obligatoirement par nos entreprises nationales concessionnaires.

Donc, l'Allemagne aura des paiements à faire, mais, dans notre conception, ce sont de purs remboursements (sur pièces justificatives, constituant mandat de paiement) de sommes réellement déboursées.

Hormis les paiements de ce genre, l'Allemagne eut été tenue de fournir en quantités matière (et non valeur) tous les matériaux, objets divers de tout ordre, dont inventaire lui aurait été remis.

Nous avons vu qu'un tel système est incontestablement moins complexe que le procédé d'évaluation en partie double adopté par le Traité. — Était-il en définitive conforme aux intérêts du pays ?

Nous devons à la vérité de dire qu'il a trouvé en France même de sérieux adversaires, notamment dans certains milieux industriels extérieurs aux régions dévastées. — Une personnalité très avertie de l'économie industrielle, à laquelle nous exposons notre conception, nous résuma ainsi ses objections :

« Amplifier les livraisons en nature, c'est faire le jeu de l'Allemagne. Que demande l'Allemagne ? Travailler, fabriquer, exporter. Par vos commandes vous mettez l'industrie allemande en route, au détriment de la nôtre. Laissez moi vous rappeler, à ce sujet, la conversation de Bismarck descendant les marches de l'hôtel du Cygne à Francfort avec un Ministre Danois : Ce dernier s'étonnait que, dans sa victoire, l'Allemagne ne se fût pas montrée plus exigeante envers la France. Et Bismarck expliqua que de ses trois exigences — Alsace-Lorraine, paiement de 5 milliards, Clause de la Nation la plus favorisée — c'était à son avis la dernière qui promettait d'être la plus profitable à l'Allemagne, car elle allait ouvrir à son industrie la totalité du marché français. — Or, maintenant que nous sommes affranchis de la Clause de Francfort, il faut bien prendre garde de ne pas faire des mêmes régions libérées qui ont antérieurement servi au

renforcement du matériel de l'industrie allemande, un débouché à cette industrie. Ne l'aidons pas à travailler et à produire, mais forçons-nous, nous-mêmes, au contraire, à travailler et à produire».

On ne saurait méconnaître la force de cet argument, mais nous pensons qu'il y a en ceci confusion sur la question.

Le travail et la production font une nation riche mais c'est que précisément pour travailler et produire, la France a besoin d'avoir ses régions reconstituées.

Cet argument de nécessité de production, dont on se servirait pour réfuter, *à priori*, les livraisons en nature, serait précisément celui que nous avons pris comme base de cette étude, et qui nous a amené à envisager l'opportunité de ces livraisons. — Et, si nous précisons notre idée, nous voyons qu'il ne s'agit nullement de soustraire à la production française un débouché pour l'offre de l'Allemagne, mais au contraire de prélever chez celle-ci les éléments nécessaires au rétablissement de notre possibilité de production.

Nous l'avons dit, si ces éléments (matériaux bruts, produits fabriqués, machines, meubles, etc. . . .) existent sur place, en disponibilité, on ne saurait évidemment concevoir que, pour appliquer une formule, on les fasse venir de plusieurs myriamètres, c'est à la France à décider où est son avantage, et nous restons dans notre principe, ici le remboursement s'applique.

Mais l'état actuel de nos régions dévastées tend à prouver que les disponibilités de l'industrie française étaient assez limitées

Serait-ce alors vraiment l'opinion des industriels intéressés de subordonner la durée de la reconstitution à la naissance hasardeuse de leurs offres? Ce seraient là considérations d'intérêt personnel.

L'intérêt général du pays est autre. Et, d'ailleurs, le débouché, ainsi réservé à notre propre industrie, lui serait à elle-même funeste.

Il ne s'agit ici que d'un courant provisoire, destiné à cesser rapidement et totalement. L'activité tournée vers ce débouché, se verrait subitement sans point d'application, et il ne semble pas que notre industrie nationale ait, dans son ensemble, à s'arrêter à des plans de courte-vue.

Aussi, pensons-nous qu'il ne se serait pas trouvé en France d'opposition irréductible à admettre la formule simple, que nous avons exposée, et qui pouvait garantir à la France la rapidité de la reconstitution et sa mise en totalité à la charge de l'Allemagne.

Cette formule était d'ailleurs si naturellement conforme aux intérêts français, qu'elle fut exprimée d'emblée dès les premières négociations où la France eut à définir ses revendications.

Déjà, dans l'Armistice du 11 Novembre 1918, sa Clause 7 imposait à l'Allemagne l'obligation de livrer 5.000 locomotives, 150.000 wagons, 5.000 camions automobiles, de laisser sur place tous les approvisionnements en charbon, matériel d'entretien, et matériel de voie et signalisation; et de rendre aux Alliés tous les chalands qui leur avaient été enlevés.

Ces stipulations, on le voit, ne se rapportent qu'à du matériel de transport. Il ne faut pas perdre de vue que la première Convention d'Armistice a dû être préparée avec hâte, et qu'elle était essentiellement une opération militaire; il n'y a donc pas à s'étonner qu'elle n'en ait pas dit plus long, mais reconnaître là, au milieu des innombrables difficultés du règlement d'une suspension d'opérations sans précédent, le souci immédiat de faire rendre à la France les matériaux perdus, en commençant, tout naturellement, par ceux dont le besoin était le plus urgent.

L'Armistice étant entré en vigueur, et les hostilités ayant cessé, les revendications de la France devaient se préciser. Ce sont surtout les besoins industriels qui, à ce moment, captent les attentions, et cela est très naturel. Dès la fin du mois de Décembre 1918, une *Sous Commission Industrielle*, comprenant des commissaires techniques belges et français, reçoit pour mission de procéder, en liaison avec une commission allemande, à l'établissement d'une procédure de restitution du matériel industriel. Du 3 Janvier 1919 — date du premier contact entre les sous-commissions alliée et allemande — au 16 Janvier — date de la seconde convention d'Armistice — eurent lieu les pourparlers que nous ne saurions mieux résumer qu'en citant textuellement les principales correspondances échangées en confirmation des conférences :

Spa, le 5 Janvier 1919.

*Le Général de Division NUDANT, Président de la
Commission Intéalliée Permanente d'Armistice*

*au Général von WINTERFELDT
Président de la Commission Allemande d'Armistice*

*Par ordre du Maréchal Commandant en Chef les Armées
alliées, j'ai l'honneur de communiquer ce qui suit :*

*Le 24 Décembre 1918, lors de la Conférence de Luxembourg,
la Commission allemande des Affaires Industrielles, présidée par
le Ministre MÜLLER, s'est déclarée incompétente pour traiter la
question de la restitution du matériel industriel de toutes natures
manquant dans les régions occupées par les troupes des Empires
Centraux. L'affaire a été disjointe à la demande de la Commis-
sion Allemande.*

*Par note du 25 Décembre 1918, le Général NUDANT, Président
de la C. I. P. A., a demandé au Général de WINTERFELDT, de
désigner des experts compétents qui se rencontreraient avec des
Délégués français et belges.*

*Des Commissaires française et belges sont arrivés à SPA le
1er Janvier, et ils ont rencontré le 3 Janvier des Commissaires
allemands présidés par le Ministre COPPERT.*

*Je prends acte des déclarations ci-après de la Commission
allemande :*

*a) Le Gouvernement allemand est prêt, pour montrer sa bonne
volonté, à rendre dans leur état actuel celles des machines ré-
quisitionnées par les Services allemands en France et en Belgique
qui peuvent être rendues sans difficultés.*

*b) Parmi ces machines se trouvent celles qui n'ont pas encore
été vendues, et dont le Gouvernement allemand remettra la liste
avec toute diligence.*

*c) Le Gouvernement allemand remplacera par des machines
équivalentes celles de ces machines qu'il ne pourrait pas restituer.*

d) Le Gouvernement allemand fera tous ses efforts pour racheter à l'amiable les machines vendues et les restituer aux Gouvernements français et Belges.

e) Le Gouvernement allemand offrira, pour compléter les machines non livrées en exécution des paragraphes précédents, les machines libres dans l'industrie de guerre, usagées ou non, et les machines dont il pourrait placer les commandes dans l'industrie privée et cela sans délai.

f) Le Gouvernement allemand est prêt à faire un contrat pour l'exécution de ces divers points.

Mais ces différents points ne constituent qu'une partie de la question. Le point de vue allié comporte, en effet, la restitution intégrale, en nature ou en équivalence agréée, de tout le matériel manquant dans les régions qui ont été envahies par les troupes des Empires Centraux.

Or, par une note en date du 5 Janvier, la Commission allemande déclare que les engagements ci-dessus épuisent ses pouvoirs.

En conséquence, j'invite le Général de WINTERFELDT à provoquer de la part du Gouvernement allemand, les mesures indispensables pour que, dans les 48 heures, les délégués allemands aient reçu les pouvoirs nécessaires.

Ils devront être en mesure de traiter la question visée dans toute son étendue.

Les Gouvernements alliés attachent à la solution immédiate de cette affaire une importance capitale.

Si, avant le 12 Janvier prochain, un accord n'est pas intervenu entre les français et belges d'une part, et les délégués allemands d'autre part, le point de vue des Gouvernements français et belge sera intégralement imposé au Gouvernement allemand au moment du renouvellement de l'Armistice.

signé: Général NUDANT

Spa, le 9 Janvier 1919.

*La Sous-Commission Industrielle Franco-Belge
à la Sous-Commission Industrielle allemande.*

Les différents points exposés par les Délégués français à la séance du 9 Janvier, et au sujet desquels les délégués allemands ont promis de faire d'urgence le nécessaire, pour avoir l'accord du Gouvernement allemand sont exposés ci-dessous :

1^o. — Le Gouvernement allemand désignera un commissaire chargé de l'exécution de toutes les clauses du protocole qui sera établi pour définir les conditions de restitution du matériel industriel manquant dans les territoires occupés par les troupes allemandes (ou leurs alliés) en France, Belgique, Alsace-Lorraine et Luxembourg.

Ce commissaire devra être muni de pleins pouvoirs pour assurer, sans avoir à en référer au Gouvernement allemand, l'exécution des mesures prévues par ce protocole.

Ce Commissaire siégera d'une façon permanente dans une localité allemande qui sera choisie ultérieurement.

2^o. — Le Gouvernement allemand prendra, de suite, sans attendre la signature du protocole visé ci-dessus, toutes les mesures nécessaires pour pouvoir communiquer les plus rapidement possible à la Sous-Commission Industrielle Franco Belge, les listes du matériel à restituer, ce matériel étant classé en trois espèces :

a) Matériel qui sera restitué immédiatement en nature et en bon état;

b) Matériel qui sera restitué en équivalence et existant en Allemagne;

c) Matériel qui sera restitué en équivalence et qui est à achever ou à établir.

3^o. — La Commission allemande devra s'entendre avec les Services allemands intéressés pour faire, dans le plus bref délai, à la Sous-Commission Industrielle Franco-Belge, des propositions

ayant pour but de fixer l'emplacement des gares centralisatrices munies de tous moyens de transbordement et de tous abris nécessaires pour entreposer le matériel.

SPA, le 9 Janvier 1919

Traduction

*Le Représentant du Gouvernement allemand
au Président de la C. I. P. A.*

Au cours des négociations, qui ont précédé la signature de l'Armistice, entre les Etats-Unis et le Gouvernement allemand, les Gouvernements alliés ont déclaré, le 5 Novembre, d'accord avec le Président WILSON, que «les territoires occupés ne devaient pas être seulement libérés et évacués, mais encore reconstitués» et que «l'Allemagne devait des réparations pour tous les dommages causés à la population civile des Alliés et à leurs propriétés par ses attaques sur terre, sur l'eau et dans l'air».

Le Président WILSON s'est déclaré entièrement d'accord avec ce point de vue. Le Gouvernement allemand est décidé à exécuter loyalement les conditions, déjà fixées pour être insérées dans le Traité de Paix à intervenir, de cette question des réparations, conditions contenues dans un règlement qui épuise la question.

Il y a donc parfait accord entre le Gouvernement allemand et les exigences de la note du Maréchal FOCH du 5 Janvier, dans la mesure où cette note exige «la restitution entière en nature ou en indemnités équivalentes et consenties» de tout le matériel enlevé par l'Allemagne des territoires occupés et qui, par suite, y fait défaut.

Mais le règlement définitif des détails de cette question doit

être réservé pour la *Traité de Paix*, dont la conclusion à été demandée, à plusieurs reprises, avec instance par le Gouvernement allemand.

Ce dernier n'est donc pas en mesure de passer, dès maintenant les accords désirés, sous forme de clause d'exécution de la Convention d'Armistice, et d'anticiper ainsi sur le *Traité de Paix*.

Par contre, le Gouvernement allemand se déclare prêt, comme l'expose la proposition du 4 Janvier, à rendre aussitôt aux Délégués Français et Belges, les machines provenant des territoires occupés, qui peuvent être restituées sans autre formalité, à rendre également les machines vendues à l'industrie de guerre allemande, dont le rachat est possible conformément à un accord passé avec les propriétaires légaux actuels, et enfin à s'entendre avec les Délégués français et belges pour savoir dans quelle mesure et dans quel délai il faudrait livrer des machines de remplacement à la place de celles qui ont été saisies dans les territoires occupés. Les travaux préparatoires pour la restitution de ces machines sont déjà commencés.

Dès que les Délégués français et belges remettront une liste de leurs besoins indiquant l'ordre à suivre pour les livraisons des différentes espèces de machines, le renvoi de ces machines pourra commencer.

Au sujet du remplacement des autres matériaux, le Gouvernement allemand ne pourra prendre d'engagement ferme qu'au moment de la conclusion de la Paix, et dans l'hypothèse que lui soient garantis le ravitaillement de la population allemande et la livraison des matériaux nécessaires pour la reconstitution de la vie économique allemande.

signé: Von HANIEL

SPA, le 10 Janvier 1919

le Général NUDANT, Président de la Commission
Intéalliée Permanente d'Armistice

au Général WINTERFELDT, Président de la
Commission d'Armistice Allemande

Par note en date du 5 Janvier 1919, le Général NUDANT a

fait connaître au Gouvernement allemand le point de vue allié dans la question de restitution du matériel manquant dans les régions envahies par les armées des Empires Centraux dans le Nord de la France, la Belgique, ainsi qu'en Alsace-Lorraine et dans le Grand Duché du Luxembourg.

La note du représentant du Gouvernement allemand. Von HANIEL, en date du 9 Janvier 1919, No. 843, ne modifie en rien la manière de voir des Alliés. Elle les détermine seulement à affirmer à nouveau le point de vue allié en y ajoutant les précisions suivantes:

1^o. — Les revendications alliées ne visent pas uniquement les machines, elles s'étendent à tout le matériel manquant dans les régions susdites.

2^o. — Les Alliés réclament la restitution immédiate non seulement du matériel dont le Gouvernement allemand n'a pas encore disposé, mais de tout le matériel encore existant, peu importe en quelles mains il se trouve, et que le détenteur soit ou non d'accord pour la restitution.

3^o. — Tout le matériel qui n'existe plus doit être remplacé par un matériel équivalent, dans la mesure où les Alliés le demanderont.

4^o. — Ce n'est pas aux Alliés à fournir la liste de ce dont ils ont besoin. Ils ont besoin de tous les objets dont les Allemands les ont privés. C'est aux Allemands à fournir la liste de tous les objets qu'ils peuvent offrir aux Alliés conformément au paragraphe 2 de la note de la Sous-Commission Industrielle Franco-Belge du 9 Janvier, les Alliés se réservant le droit de déterminer l'ordre dans lequel ces objets doivent être réexpédiés.

5^o. — Les réserves relatives au ravitaillement de la population civile allemande et à la reconstitution de la vie économique allemande ne peuvent être prises en considération, à l'occasion de la question primordiale qui fait l'objet de la présente note.

6^o. — Il demeure entendu qu'à l'occasion de la prolongation de l'Armistice qui sera arrêtée à Trèves le 15 Janvier, les Gouvernements alliés se réservent de maintenir le point de vue-exposé ci-dessus et de l'appuyer par les moyens qu'ils jugeront convenables.

signé: Général NUDANT

Ces textes parlent suffisamment par eux-mêmes. — nous y trouvons des phrases qui couvrent à la lettre notre thèse.

a) Le point de vue allié comporte en effet la restitution intégrale, en nature ou en équivalence agréée, de tout le matériel manquant dans les régions qui ont été envahies par les troupes des Empires Centraux.

b) Les revendications alliées ne visent pas uniquement les machines, elles s'étendent à tout le matériel manquant dans les régions susdites.

c) Ils ont besoin de tous les objets dont les Allemands les ont privés.

La question est donc posée clairement, dans toute son étendue, dans toute sa simplicité.

Elle est tellement nette et conforme à l'idée que tout le monde se fait de la responsabilité de l'Allemagne, que celle-ci répond en protestant de ses bonnes intentions :

«Il y a donc parfait accord entre le Gouvernement allemand et les exigences de la note du Maréchal FOCH du 5 Janvier, dans la mesure où cette note exige «la restitution entière en nature ou en indemnités équivalentes et consenties» de tout le matériel enlevé par l'Allemagne des territoires occupés, et qui, par suite, y fait défaut».

L'Allemagne demande seulement que cette question soit réglée par le Traité de Paix.

Ecartons ici l'appréciation de cette réserve.⁽¹⁾ Car étant admis qu'il y a là une matière ressortissant du Traité de Paix, que ce dernier n'a-t-il adopté les formules lapidaires de nos premiers négociateurs !

(1) Théoriquement, il semble en effet que le règlement des réparations soit plus du ressort d'un Traité de Paix que d'une Convention d'Armistice. — D'autre part, il est évident que l'exécution des réparations devait prendre une durée incompatible avec le caractère provisoire d'un Armistice. — Pratiquement, l'urgence de certaines questions ne permettait pas de s'arrêter à de pures règles de forme ; et, dans la réserve allemande il faut voir surtout la recherche d'un moyen dilatoire.

La France avait exprimé sa pensée, l'Allemagne avait marqué son accord; le 12 Janvier, le Président de la Commission Inter-alliée Permanente d'Armistice devait expédier à PARIS le télégramme suivant:

12 Janvier 1919

*Général NUDANT
à Ministre Reconstitution Industrielle*

Officieusement Général HAKING m'a entretenu ce matin de question de rétrocession de machines et matériel enlevés de France et Belgique. Point de vue anglais serait que question relève surtout de Traité de Paix car le remplacement ou paiement de machines et matériel manquant se traduira par répercussion sur vie économique allemande et par grosses sommes à payer. Et sur ce dernier point les intérêts français et belges ne peuvent être traités à part de ceux anglais.

Le Ministre Français répondit ce qui suit:

13. Janvier 1919

*Ministre Reconstitution Industrielle
à Général NUDANT.*

Interprétation Général HAKING tout à fait inexacte. Jamais dans notre pensée de faire livrer par l'Allemagne machines en remplacement de celles brisées. Nous voulons pour l'instant obtenir restitution des objets s'ils sont en bon état et si nous le voulons.

Nous ne connaissons que ce que nous citons. Mais, et c'est là une opinion personnelle, nous avons peine à croire que vraiment «il n'a jamais été dans notre pensée de faire livrer à l'Allemagne des machines en remplacement de celles brisées» — nous croyons, au contraire que cela était, et à juste titre, dans

la pensée française — il y a là un texte officiel qui constitue une capitulation devant une revendication alliée.

Déjà le 12 Janvier, l'Angleterre craignait que la détermination de l'obligation allemande de reconstitution sur le mode le plus simple et la suite l'a prouvé le seul réalisable, vint porter ombrage à ses intérêts.

Certes tous les intérêts étaient légitimes, mais, et nous avons exposé notre point de vue sur ce point, il y avait un ordre d'importance à observer.

La protestation officieuse anglaise venant faire corps avec les moyens dilatoires allemands, a, été le point de départ de la conception définitivement adoptée par le Traité, de faire de toutes les revendications alliées une masse, comprenant indistinctement tous les dommages de quelque nature qu'ils soient, et pour la comparaison desquels il a fallu une commune mesure : l'unité monétaire.

Nous en avons étudié les conséquences.

Nous pouvons reprendre ici la parole de M. G. HANOTAUX :

La France avait à peine élevé la voix, et déjà « elle n'était pas entendue, ou sa voix ne savait pas convaincre ses alliés ». ⁽¹⁾

Dès ce moment, c'en est fait de notre droit de restitution totale en identique ou en équivalence.

La Convention d'Armistice du 16 Janvier (Art. VI) prescrit une restitution des objets industriels et agricoles d'origine alliée, mais il ressort de ce texte que cette restitution ne peut porter que sur les objets mêmes *qui existent encore* sur les territoires dépendant de l'Allemagne.

C'est en puissance, l'Article 238 du Traité.

En admettant que cette restitution eût été réalisée dans son entier, elle ne constitue qu'une minime partie de la réparation à laquelle nous donnent droit les dévastations.

Et, cependant, en ce qui concerne le matériel de navigation maritime, le seul dont la destruction ait directement touché aux intérêts anglais, nous voyons que le Traité de Paix a bien pris

(1) G. HANTOAX — Traité de Versailles — P. 232

soin de préciser : (Annexe III — § 1) « L'Allemagne reconnaît le droit des Puissances alliées au remplacement tonneau pour tonneau, et catégorie pour catégorie de tous les navires et bateaux de commerce et de pêche, perdus ou endommagés par faits de guerre ». — Les câbles sous-marins prélevés à l'Allemagne (Annexe VII) ont été également nominativement désignés. ⁽¹⁾

En dépit de l'avertissement de M. L. BOURGEOIS : « Pour juger le Traité de Paix au point de vue des intérêts et de l'honneur de la France, ne cherchons pas à comparer les avantages que telle ou telle des nations alliées compte retirer de la paix », ⁽²⁾ nous ne pouvons nous défendre de comparer et de regretter que nos maisons, nos usines, nos meubles n'aient pas été *au moins* aussi favorablement traités que les navires et les câbles sous-marins.

⁽¹⁾ Certes, il est prévu que les câbles seront évalués pour mise au crédit du compte « Réparations ». Mais le seul fait de la désignation nominative met bien en relief le souci chez la principale intéressée de ne rien laisser échapper de ce matériel.

⁽²⁾ L. BOURGEOIS — Introduction à l'étude du Traité de Paix.

CHAPITRE VII

L'exercice du Droit à Reconstitution.

Le droit à la réparation de l'ensemble des dommages définis à l'Annexe I de la Partie VIII, est dévolu par le Traité à l'Etat Français.

En l'état actuel des choses, le dédommagement des sinistrés est affaire de législation intérieure.

Par la Loi du 17 Avril 1919, l'Etat Français a garanti à ses nationaux la réparation intégrale des dommages matériels résultant des faits de guerre.

On ne saurait trop louer l'idée première qui a motivé cette législation, et qui aux termes mêmes de l'Article I de la Loi du 17 Avril 1919 prend fondement «sur la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges de la guerre». Solidarité d'autant plus admirable qu'elle a été affirmée bien avant qu'il existât quelque certitude sur l'issue des opérations militaires — par l'Article 12 de la Loi du 26 Décembre 1914, dont la Loi du 17 Avril 1919 apporte la consécration et l'application.

En fait, par cette législation, l'Etat français s'est constitué débiteur de ses nationaux⁽¹⁾, sans préjudice du droit qu'il se réserve de répéter sur l'Allemagne le débit des sommes payées par lui⁽²⁾.

En conséquence, le moins de ce que la France pourrait réclamer à l'Allemagne au chef «*Réparations*» — *Dommages aux biens* (Annexe I, Alinéa 6) — serait le montant total des paiements faits par elle à ses nationaux.

(1) Les dédommagements à des ressortissants d'autres nations ne sont que des cas d'exception admis contre réciprocité. C'est le cas pour les sujets de l'Etat belge — Accord du 9 Octobre 1919 — Décret de 24 Octobre 1919 — Journal Officiel du 25 Novembre 1919.

(2) Article 2 de la Loi du 17 Avril 1919.

En raisonnant ainsi, on serait à la fois dans l'esprit de notre législation intérieure, et dans celui du Traité, puisque, nous l'avons vu, celui-ci a prévu, en toutes lettres, que les dommages aux biens seraient évalués au «*côût de réparation et de reconstruction*». Etant donné que, d'une part l'Etat français a pris vis à vis de ses nationaux la responsabilité de leur dédommagement intégral, et que d'autre part il se substitue à eux pour exercer sur l'Allemagne le droit à réparation, est-il, à priori, meilleur procédé que de dresser un état récapitulatif des sommes déboursées par l'Etat, et de le présenter à l'Allemagne pour remboursement ?

Dans ces conditions, le fonctionnement parallèle du Traité de Paix et de la Législation nationale sur les dommages de guerre, constituerait deux phénomènes juridiquement distincts, mais dont l'économie **devrait** se confondre ; c'est-à-dire qu'en fin d'opérations, les paiements faits par l'Etat français devraient être intégralement couverts par les paiements allemands.

Même, dans cette hypothèse, on peut tout de suite se demander — et l'observation a été souvent émise — pour quelle raison la France assume délibérément la charge de l'avance des sommes que doit payer l'Allemagne (1).

Si cette avance consistait dans une simple facilité accordée aux nationaux pour se procurer rapidement des fonds à imputer sur une créance remboursable à bref délai par l'Allemagne, il n'y aurait là rien que de très judicieux ; une telle opération serait analogue à l'escompte d'un effet ou d'un titre.

Mais en raison de l'étendue considérable sur laquelle doit se répartir dans le temps l'échelonnement des paiements de l'Allemagne, c'est véritablement une opération de crédit à long terme que réalise ainsi l'Etat français. Or, les découverts de notre budget ne semblent pas appeler cette charge, qui, fatalement, se

(1) Cette charge n'est pas assumée par la France que dans le cas particulier que nous étudions — elle lui incombe pour d'autres chefs de réparations ; «pensions, allocations» et pour les frais de l'armée d'occupation — M. de LASTEYRIE évalue à 61 milliards les sommes avancées ainsi par le Trésor français avant le 1er mai 1921.

traduira par un *résultat final déficitaire*, étant donné le sort subi par notre créance définitivement fixée à un chiffre dérisoire, sur lequel nous ne revenons que pour constater ce résultat choquant: c'est en dernière analyse le contribuable français qui paiera une notable partie des dépenses de reconstitution.

Est-il à prétendre que cela eût pu être évité?

La responsabilité de l'Allemagne a engendré pour elle l'obligation de réparer les dévastations. Nous avons recherché comment, du point de vue français, cette obligation pouvait être conçue et définie.

Ce que nous voulons étudier maintenant, c'est *l'exercice* du droit correspondant à cette obligation.

En effet, l'obligation étant fondée, elle doit supposer deux parties: le sujet passif, *is qui debet*, et le sujet actif, le créancier.

Dans le cas particulier, le débiteur c'est l'Etat allemand, car c'est lui l'auteur du dommage.

La guerre, ourdie par la collectivité allemande, a été ordonnée, conduite par les représentants officiels et reconnus de cette collectivité. Les opérations de dévastation, en particulier, sont bien le résultat de la volonté collective allemande.

Dans les cas, même, où est intervenue l'initiative individuelle, elle a toujours été protégée, encouragée, couverte (sauf dans des cas particuliers limités sanctionnés par le droit pénal militaire) par l'égide officielle. Les documents et témoignages rappelés plus haut le démontrent.

Mais celui qui a subi le dommage, c'est bien un individu. Tous les dommages que nous étudions constituent, dans chaque cas, une atteinte à une propriété individuelle déterminée; et le véritable ayant-droit à réparation du dommage, c'est le propriétaire (personne naturelle ou morale).

En conséquence, le *droit né du dommage ne doit-il pas être un droit individuel, susceptible d'être exercé directement sur l'Etat allemand?*

Nous répondons catégoriquement par l'affirmative.

Il n'y a là rien qui puisse être infirmé par le fait que l'Etat

français ait garanti à ses citoyens la réparation de leurs dommages. La propriété individuelle a une valeur absolue et garde ses droits parallèlement à la garantie de l'Etat, qui n'est qu'une assurance de caractère d'administration nationale.

Nous serions moins autorisés à formuler un droit individuel à la réparation des dommages matériels causés dans nos départements envahis, et à étudier les possibilités d'exercice de ce droit, si le Traité de Paix lui-même n'avait, dans sa partie X, en envisageant le règlement des biens, droits et intérêts privés en pays ennemi, conféré aux particuliers des droits personnels, droits sanctionnés par une action devant des tribunaux dont les décisions sont souveraines, et dont l'exécution est garantie par tous les biens, droits et intérêts allemands existant sur les territoires alliés, et les territoires cédés par l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner les limites exactes du champ d'application de la Partie X. Il y a là, en effet, sujet à controverse. D'après une première opinion, l'expression «pays ennemi» doit s'entendre du territoire allemand limité par ses frontières géographiques ; d'après une opinion opposée, la procédure établie par la Partie X est applicable à toute mesure exceptionnelle de guerre prise sur des biens, droits ou intérêts privés alliés, par les Allemands en quelque lieu que ce soit, ⁽¹⁾ soit en territoire allemand, soit en territoire allié occupé. — Nous ne saurions prendre ici position sur ce point. Ce n'est pas à dire que la question est de peu d'importance. Etant donnée la différence existant entre les règlements adoptés par les parties VIII et X, il est capital pour un intéressé de savoir à quel procédure il doit recourir. Mentionnons seulement que dans les indemnisations prévues par la Partie X — Article 297 — il doit être tenu compte, outre la valeur actuelle

(1) En ce sens jugement du tribunal mixte franco-allemand 4^e Section — 5 Mars 1921 «Dele CORBEAUX contre Etat allemand». C'est sur la motivation de ce jugement qu'a porté la majeure partie de la controverse à laquelle il est ci-dessus fait allusion.

des biens restituées ou compensés, du dommage résultant de la privation de jouissance; élément totalement exclu des bases d'appréciation des dommages adoptées par la Partie VIII.

Quelle que soit la ligne de démarcation qu'on adopte entre la partie VIII et la partie X, il est un fait, c'est qu'il existe une dualité de mesures, inégalement avantageuses pour les intéressés; d'où cette conséquence injuste: un ayant-droit à indemnité pour dommages subis sur le territoire allemand, ou pour mesure exceptionnelle de guerre, si l'on s'en tient à la seconde opinion, verra son indemnité calculée compte tenu de la privation de jouissance; il aura pour obtenir ce paiement *directement* de l'Allemagne un recours en justice auprès d'un tribunal arbitral mixte, et comme garantie tous les biens et intérêts allemands en territoire allié; ⁽¹⁾ un ayant droit à indemnité pour fait de guerre aura bien droit à la réparation intégrale prévue par la législation française, mais *l'Etat français recevra de l'Allemagne une indemnité totale qui ne compensera qu'une fraction de la somme des dommages individuels.* ⁽²⁾

Il n'est pas en tous cas concevable que les deux procédures puissent s'appliquer à un même dommage déterminé. — L'opinion contraire a été soutenue. — Elle nous semble juridiquement incorrecte, car, quels que soient les arguments dont on cherche à l'étayer, elle supposerait pour exécution d'un même droit, deux recours parallèles, ce qui dans toute procédure est écarté *a priori*.

Cette opinion est en outre contraire aux notions fondamentales des Réparations adoptées par le Traité, telles qu'elles ressortent tant des textes mêmes, que des discussions préparatoires. Ajoutons que cette opinion n'a jamais reçu d'application pratique.

D'ailleurs, si par impossible telle conception était fondée et appliquée, toute cette partie de notre étude deviendrait superflue, puisque son but est de faire ressortir la situation défavorable

(1) M. KEYNES évalue à plus de 2 milliards de livres les biens et intérêts de cette nature situés sur le seul territoire des Etats-Unis.

(2) M. de LASTEYRIE a évalué cette fraction à 70/100.

échue à l'Etat Français par le jeu même du Traité, situation qui, à notre sens, eût précisément pu être évitée par la dévolution à toute personne ayant subi un dommage de guerre, d'un droit individuel susceptible d'être exercé directement sur l'Etat allemand.

L'exécution de ce droit pouvait se concevoir, quel que fût le mode de compensation admis, indemnisation ou prestation d'une équivalence.

Toutefois, c'est en nous basant sur le contenu théorique de l'obligation de Reconstitution, tel que nous l'avons déterminé au Chapitre VI, que nous nous efforcerons d'abord d'exposer un schéma d'organisation susceptible de se prêter à l'exercice des droits individuels à Reconstitution; puis, de montrer que l'Allemagne était et est encore en possibilité d'en fournir l'exécution.

SECTION I. ORGANES THÉORIQUES D'EXÉCUTION.

Nous voulons tout d'abord insister sur le fait que dans l'organisation théorique dont nous cherchons à tracer les grandes lignes, rien n'est oeuvre d'invention pure. Notre seule prétention sera de chercher les avantages d'une coordination, dans un but défini, des fonctions multiples réalisées par des institutions existantes, mais cloisonnées en fait les unes par rapport aux autres, s'ignorant souvent, quoique travaillant, en dernière analyse, pour la même cause.

En France, il a été créé, conformément à la Loi du 17 Avril 1919, une juridiction spéciale pour la procédure de règlement des dommages de guerre. Des *Commission cantonales* sont compétentes pour la constatation et l'évaluation des dommages. Ces commissions, dont le nombre par canton est variable, sont en principe compétentes pour la généralité des dommages, mais il a été prévu que, pour certaines catégories exigeant des conditions particulières d'appréciation, soit en raison de leur caractère spécial, soit en raison de l'importance et de l'étendue des entreprises, des commissions spéciales seraient constituées.

Il en est ainsi pour les dommages aux bateliers, aux entre-

prises de transport par voies navigables et remorquage, aux entreprises générales d'intérêt public, etc. . .

La détermination des prix devant servir de base à l'évaluation du coût de reconstruction est attribuée à des *Comités départementaux*.

Enfin, la décision définitive sur le montant des dommages, leur réalité et leur importance, est prise dans chaque cas particulier par les *Tribunaux des dommages de guerre*.

De l'ensemble de cette juridiction créée par la Loi du 17 Avril 1919, et complétée par un nombre démesuré de circulaires ministérielles, ⁽¹⁾ nous dégagerons les deux idées principales suivantes :

a) On trouve dans l'ensemble des organes appelés à évaluer et à statuer sur les réclamations des sinistrés, un élément juridique, un élément administratif, un élément technique, un élément local.

b) Tous les moyens de preuve, même les simples présomptions sont admis pour établir la réalité et l'importance des dommages ⁽²⁾.

D'autre part, il a été créé au lendemain de l'Armistice un Office de Reconstitution Industrielle — encore existant et dépendant actuellement du Ministère des Régions Libérées — Cet Office a partagé les territoires dévastés en 10 secteurs, dont les Chefs-lieux sont Lille, Valenciennes, Laon, Maubeuge, Charleville, Nancy, Arras, Amiens, Compiègne, Reims, et qui sont divisés eux-mêmes en sous-secteurs dont le nombre est variable suivant les besoins.

Le but de cet organisme purement administratif est de mettre à la disposition des besoins industriels en général, tous les moyens dont l'Etat peut disposer pour collaborer à la reconstitution dans son ensemble (Recherche des matériaux — Transports en général — main d'oeuvre, etc . . .).

En Allemagne, pour la recherche et l'identification du matériel d'origine française dont la restitution est due, l'ensemble du

(1) Voir notamment la circulaire Ministérielle du 19 Avril 1919

(2) Article 32 de la Loi du 17 Avril 1919.

territoire a été divisé en un certain nombre de zones affectées chacune à un groupe de personnel et dont les centres sont: Berlin, Stuttgart, Sarrebruck, Crefeld, Düsseldorf, Dresden, Nurenberg, Dortmund, Munich, Magbebourg, Cologne, Erfurt, Cassel, Hambourg, Wiesbaden, Coblenze.

Notons que ces groupes de personnel ont pu recueillir, tout en exécutant leur mission particulière, une quantité considérable de données de tous ordres, sur les ressources allemandes et le développement de l'activité industrielle dans les régions de leur ressort.

Enfin, au point de vue international, la Partie X du Traite de Paix, à laquelle nous nous sommes déjà antérieurement référés, a déterminé dans sa Section V la composition des tribunaux arbitraux mixtes compétents pour statuer sur les dommages causés aux biens, droits et intérêts privés en pays ennemi. —

Ces tribunaux comportent obligatoirement un élément français et un élément allemand, et doivent adopter pour leur procédure des règles conformes à la justice et à l'équité. L'Allemagne doit leur fournir toutes facilités et informations nécessaires à la poursuite des enquêtes. Enfin, les décisions de ces tribunaux sont souveraines, et les Nations parties au Traité se sont engagées les rendre exécutoires sur leur propre territoire.

Nous pourrions, certes, multiplier les exemples d'organisations de tous ordres qui sont appelées à traiter des dommages de guerre, à évaluer leur importance, à assurer leur exécution. Les exemples que nous venons de résumer brièvement suffisent à nous fournir les éléments essentiels de notre proposition:

a) En France, des organes siégeant sur les lieux mêmes des dommages à réparer, ayant une composition, une juridiction et une procédure spéciales, et émettant des décisions directement exécutoires sur l'Allemagne.

b) En Allemagne, des organes de surveillance et de documentation.

c) Un organe central, sans juridiction, exclusivement chargé de la liaison entre les deux catégories désignées ci-dessus, et

de la notification des décisions prises par les organes locaux au Gouvernement allemand.

Examinons successivement ces trois éléments :

A) Organes juridictionnels sur le territoire français

Dans la composition de ces organes, nous nous inspirerons des principes inclus dans la Loi du 17 Avril 1919, et nous adopterons, au point de vue des compétences, ayant voix délibératives :

un élément juridique indispensable à la conduite de la procédure, à la direction des débats et à l'enregistrement des décisions ;

un élément administratif, représentant l'Etat, tant dans un but de collaboration générale aux intérêts individuels mis en cause, que pour assurer l'observation des règlements qui auront été adoptés sur la Reconstitution (plans de reconstruction des villes, création de chemins et routes, utilisation publique des forces naturelles, etc., etc. . .) ;

un élément technique, c'est-à-dire des spécialistes capables de donner un avis autorisé sur les questions soumises et ressortissant de leur compétence (ingénieurs, agriculteurs, éleveurs, experts d'art, etc., etc. . .) ;

enfin, un élément local, c'est-à-dire des personnes d'une part capables de parler par expérience des dommages mis en cause, et d'autre part intéressées à la réalisation complète et rapide de la reconstruction de leur localité, de leur usine, à la remise en culture de leurs champs, au réameublement de leurs maisons.

Que d'organismes chargés actuellement de l'exécution du Traité de paix, où les intérêts directs de sinistrés sont discutés, et où on statue sur le vu d'une vague correspondance, contenant plus souvent des expressions de mécontentement que des indications indispensables, sans que jamais il ait été question d'entendre l'intéressé lui-même, tenu en respect par la barrière administrative !

Nous inspirant, d'autre part, des tribunaux arbitraux mixtes créés par la Partie X du Traité, nous admettrons parfaitement la présence au sein des organes que nous supposons, d'un élément allemand. — Que le Traité de Paix ait été, en toute justice,

dicté par les Alliés à l'Allemagne, cela ne saurait, à notre sens, faire question : Mais le Traité de Paix, c'est la loi. Or, dans l'application de la loi, une règle fondamentale de procédure veut que dans l'instruction de chaque cas particulier, tous les intérêts soient représentés et défendus. — En outre, la collaboration de représentants allemands à l'élaboration d'une sentence définitive, exécutoire par l'Allemagne, ne peut que concourir à donner plus de force à cette sentence.

On conçoit que des organes composés sur de telles bases auraient dû être fractionnés en autant de sous-organes que de catégories de dommages — (Immeubles industriels, immeubles agricoles, immeubles d'habitation, matériel mécanique, meubles, valeurs mobilières et espèces, travaux publics, entreprises d'intérêt général, etc. . .).

En ce qui concerne leur compétence géographique, nous nous rappellerons les secteurs créés par l'Office de Reconstitution Industrielle. Nous pensons, en effet, que les subdivisions administratives (départements, arrondissements, cantons) n'étaient pas, à priori, susceptibles de cadrer avec la situation de fait des dommages. Or, la délimitation des secteurs envisagés doit, par définition, répondre à cette situation de fait.

Reste la question de la procédure. La justice, l'équité et la bonne foi ont été mises par le Traité de Paix à la base de la procédure de la Commission des Réparations et des Tribunaux arbitraux mixtes. Nous ne saurions nous écarter de ces trois notions. Elles s'imposaient d'ailleurs, le caractère nouveau de la situation que les organes créés à la suite de la guerre étaient appelés à régler, s'opposait à ce qu'ils pussent être liés par des textes ou des règles préexistantes.

Mais il est un point particulier sur lequel nous tenons à insister. Nous ralliant au principe formulé par la Loi du 17 Avril 1919, nous admettons que la plus grande latitude eût dû être donnée aux sinistrés pour l'établissement des preuves à l'appui de leurs réclamations.

Présomptions, déclarations sur l'honneur, renommée locale, tous ces moyens eussent utilement motivé la décision. Et à ce point de vue

particulier, nous attachons une grande importance à la présence dans les organes dont nous traitons, *d'un élément local*.

Un cas choisi entre mille éclairera notre idée : Une certaine somme d'argent, propriété d'une dame L., lui a été dérobée pendant l'occupation par un soldat allemand. Cette dame est décédée et le remboursement de la somme est demandé par ses héritiers. — Un voisin de la défunte, digne de foi, affirme que cette dernière lui a, à plusieurs reprises, confié que la somme qui lui a été dérobée représentait le total de ses économies et se montait à 40.000 francs. — Les habitants du village témoignent que cette somme est bien en rapport avec la situation de la personne dépossédée, qu'elle correspond à son train de vie, etc., etc. . . .

Conformément à la procédure en vigueur, une demande en restitution est introduite par application de l'Article 238. Les Allemands saisis de cette demande, font des recherches auprès du sujet allemand présumé coupable de l'enlèvement, chez lequel ils retrouvent une somme minime de francs, quelques roubles et quelques mark, qu'ils restituent immédiatement. — Survient, entre-temps, la notification au Gouvernement allemand du Protocole D (application de l'Article 238 — Restitution des objets d'art, valeurs, espèces) aux termes duquel la restitution des espèces enlevées est due, sans qu'il soit besoin de les identifier. Le même Protocole stipule que les sommes enlevées en francs doivent être restituées en francs, et que, si antérieurement à la notification certaines sommes ont été restituées en monnaies différentes, celles-ci seront ristournées à l'Allemagne contre restitution de la monnaie réellement enlevée. — Dans ces conditions, le point de droit dans l'affaire L. ci-dessus résumée, est net : l'Allemagne doit la restitution des 40.000 francs enlevés, moins les francs qu'elle a déjà restitués ; cette restitution lui donne droit à la ristourne des mark et roubles antérieurement versés par elle. — Mais cette solution simple est tenue en suspens par l'impossibilité de fournir une preuve de l'enlèvement. — La réclamation des ayants-droit, une attestation écrite d'un voisin, voilà toutes les pièces du dossier, et l'on conçoit que les Allemands se refusent à voir

là un fondement suffisant à leur obligation. — L'affaire est ainsi pendante depuis deux ans, et on ne voit guère comment elle pourra être tranchée; elle tombera purement et simplement dans le forfait relatif à la catégorie à laquelle elle appartient.

Or, il est incontestable qu'un organe sur place, saisi de cette affaire, aurait pu, en adoptant les règles générales de procédure que nous avons assemblées, statuer depuis longtemps. — Alors que quelques certificats mal rédigés ne peuvent, de toute évidence, suffire à faire la lumière dans l'instruction d'une affaire étudiée à Wiesbaden, dans l'isolement d'un bureau intérallié, le faisceau de preuves, indispensables serait certainement obtenu par les témoignages sur place de gens choisis parmi ceux dont l'honnêteté est de notoriété publique.—

B) Organes de surveillance et de documentation sur le territoire allemand.

Nous avons, en définissant le droit du sinistré, admis théoriquement qu'il serait exécutable sur l'Allemagne-Etat Mais il importe d'être en mesure — chaque fois que cet Etat arguera de l'impossibilité d'exécution — de lui opposer en toute connaissance de cause un démenti motivé. — C'est à ce but que devront répondre les organes envisagés; mis à même de connaître à fond les secteurs qui leur sont attribués, ils permettront de dresser un état exact des ressources allemandes existantes. — En les dénommant organes de surveillance et de documentation, nous avons entendu définir leur mission exclusive; c'est-à-dire que nous les supposons *nantis d'un droit de regard illimité et de toutes les prérogatives nécessaires à son exercice*. — Mais toute mesure de prélèvement rendue nécessaire pour l'exécution des Réparations doit, d'après notre thèse, être réalisée par l'Etat allemand.

La nécessité de tels organes sera mise en lumière par les données suivantes:

La restitution des valeurs, objets d'art, objets mobiliers, est actuellement, en application de l'Article 238, d'un rendement insignifiant.

Nous avons exposé plus haut que, par suite d'une absence de précision dans les protocoles d'armistice, elle n'avait pu être commencée avant la mise en vigueur du Traité de Paix.

Nous avons été personnellement chargé ces derniers temps, d'étudier les causes générales de la faiblesse des résultats obtenus. — Elles se résument en quelques mots ; les différentes nations qui demandent la restitution d'objets d'art et meubles n'ont actuellement en Allemagne aucun personnel pouvant les documenter sur l'existence et la situation de ces objets sur le territoire allemand. Saisies des réclamations vagues des propriétaires dépossédés, elles transmettent leurs données à une commission allemande virtuellement chargée des recherches. La réponse constitue régulièrement une fin de non recevoir, libellée sur un modèle uniforme : « les recherches entreprises à la suite de votre demande No. X n'ont pas abouti ». — Réclame-t-on des bijoux, des tableaux enlevés par un officier, voici la réponse : « L'honorabilité de l'officier que vous mettez en cause ne saurait être suspectée ». — Citons enfin cette réponse ironique à la demande de restitution d'une cloche : « Les recherches de cette cloche ne sont pas utiles, car si elle a été enlevée c'était probablement pour être fondue ». — Les Services nationaux suspendus ainsi à la fantaisie allemande, attendent qu'un forfait, où l'Allemagne trouvera encore son profit, vienne mettre fin à cette situation.

Peut-on contester qu'un organisme de documentation vigilant, muni des pouvoirs d'investigation suffisants, pourrait annihiler cette résistance réellement inconvenante ? (1)

(1) Les protocoles d'application de l'Article 238 ont bien prévu que les Services mandataires de la Commission des Réparations pourraient faire des perquisitions — Mais celles-ci sont soumises à des formalités qui les rendent inutiles — Les délégués français doivent notamment être accompagnés de délégués allemands prévenus 48 heures à l'avance. — Ce préavis obligatoire constitue une entrave à la rapidité dans l'exécution des perquisitions, rapidité qui est souvent la condition sine qua non du résultat. En outre, étant donné qu'en fait, en demandant un délégué allemand d'accompagnement, on indique la localité où doit avoir lieu la perquisition, le champ est ainsi ouvert à toutes les manœuvres en sous-main susceptibles de faire échec à la perquisition.

On objecte à cela que la création d'un tel organisme entraînerait des dépenses dont le chiffre ne serait pas en rapport avec le résultat possible à obtenir. — Cela est très probable ; mais si nous nous plaçons dans notre thèse, et que les organes de surveillance soient chargés, non pas de limiter leurs investigations aux objets d'origine française, mais de prouver la possibilité de l'Allemagne de fournir une équivalence totale, le problème change de face ; en outre, les frais afférents aux organes d'exécution des Réparations étant mis en totalité à la charge de l'Allemagne, c'est son activité même qui les limitera.

C) Organe central de liaison et de transmission.

Cet organe est exclusif de toute notion juridictionnelle. Nous considérerons, en effet, que la souveraineté des décisions émises par les organes locaux doit être intangible. Créer une possibilité d'appel, c'est ouvrir la porte à toutes les lenteurs, à tous les atermoiements.

En conséquence, l'organe que nous envisageons aurait pour double mission :

a) Réalisation d'une liaison constante entre les organes siégeant sur le territoire français, et les organes siégeant sur le territoire allemand.

Il y aurait là un service de centralisation générale où on réaliserait les comparaisons des besoins des sinistrés et des ressources de l'Allemagne.

b) Notification au Gouvernement allemand des décisions des organes locaux.

Dans de telles conditions, toute résistance de l'Allemagne dans l'exécution prendrait la forme d'un refus catégorique, qu'elle n'a jamais osé émettre jusqu'à présent.

Si, en effet, il a été établi sur le lieu même du dommage que la reconstruction d'une usine exige tels matériaux désignés,

si, d'autre part, il est indiqué que les matériaux, dont détail, existent sur des points donnés du territoire allemand,

si, enfin, les dépenses afférentes à l'achat des matériaux non fournis par l'Allemagne, aux transports, à la manutention,

à la main d'oeuvre, aux frais généraux, sont validés par l'organe local,

nous nous refusons à admettre que l'Allemagne puisse discuter l'exécution de ses obligations ainsi précisées, comme elle a pu tergiverser sur le chiffre global des évaluations.

SECTION II.

POSSIBILITÉS D'EXÉCUTION DE L'ALLEMAGNE.

Nous n'aurions pas exprimé toute notre idée, si nous ne donnions un aperçu de ce que nous estimons actuellement possible à l'Allemagne.

C'est ici une impression personnelle que nous voulons donner. Volontairement nous nous abstiendrons de toute reproduction de données de statistique générale, qui ne saurait être qu'oeuvre de compilation sans intérêt, car tout a été dit sur la capacité de paiement de l'Allemagne, tant pour l'affirmer que pour la nier,

Le malheur est que l'Allemagne est évidemment incapable par ses moyens actuels de solder la dette totale conçue par le Traité de Paix. Dès lors, ses capacités de paiement sont des éléments subordonnés à des contingences à venir, et le problème est dominé, quoiqu'on dise, par des phénomènes dynamiques qui échappent, sinon à l'appréciation, du moins à la certitude,

Notre point de vue est tout autre. C'est uniquement la reconstitution matérielle des régions dévastées que nous considérons.

Ayant vécu en Allemagne plusieurs années avant la guerre, plusieurs mois à Berlin pendant la période d'Armistice, et séjourné en Rhénanie jusqu'au moment où sont écrites ces lignes, nous affirmons que l'Allemagne possède, non pas en puissance, mais en l'état d'existence actuelle, tous les moyens nécessaires pour exécuter son obligation intégrale de Reconstitution des régions dévastées, telle que nous avons cherché à la définir.

S'agit-il de fournitures en nature ? Elle peut fournir en qualité et en quantité.

Un fait prouve nettement les possibilités d'appropriation de l'industrie allemande. Nous avons étudié plus haut l'obligation de restitution. Dans des cas donnés de matériel identifié, il

est fréquemment arrivé que les firmes allemandes détentrices, s'étant organisées avec le matériel d'origine française, ont préféré «substituer» à ce matériel, une équivalence (qu'elles se procuraient ou fabriquaient) agréée par l'ayant droit français lui-même⁽¹⁾.

Que conclure de là, sinon que l'Allemagne pouvait *en qualité* satisfaire aux demandes de nos sinistrés; elle ne l'a fait que dans des cas d'un nombre limité, parce que la restitution a été subordonnée à l'identification.

Mais si nous supposons son obligation de livraison étendue aux limites que nous avons cherché à lui assigner dans ce travail, nous prétendons qu'elle possède les disponibilités nécessaires à satisfaire toutes nos demandes.

C'est l'Allemagne elle-même qui nous en fournit la preuve. Donnons seulement ici la liste de quelques uns des matériaux qui sont offerts sur ses marchés à l'exportation :

Tuiles par dizaine de millions chaque mois vendues franco frontière ;

Ciment Portland d'origine allemande, sans limitation de quantités ;

Traverses neuves de chemins de fer par 5 milliers chez un seul vendeur ;

Locomotives pour voie de 60 par cinquantaine chez un seul vendeur ;

Matériel électrique de tous genres sans limitation de quantités ;

Bois en tous genres sans limitation de quantités (bois en grumes, poteaux, planches, etc. . .) ;

Anthracite, naphtaline, goudron, etc. . . ;

Locomobiles ;

(1) On trouve des exemples intéressants de substitutions de ce genre surtout sous le régime de l'Armistice. Les protocoles d'exécution du Traité, tout en les ayant admis, n'ont pas su donner les résultats pratiques antérieurs.

Machines-outils (tours, perceuses, fraiseuses, étaux-limeurs, etc. etc. . .);

Machines et matériel agricoles;

Tubes en acier;

Pavés en granit;

Pompes en tous genres;

Matériel de chemins de fer à voie normale (locomotives, wagons, wagons-citernes, etc. . .);

Rails et matériel de voie;

Papiers;

«Offres de meubles et de tous travaux d'installation intérieure, portes, fenêtres, parquets, lambris, etc. . . pour les régions dévastées» (sic)

Nous ne citons là que les matériaux et objets que nous avons le plus souvent relevés dans les correspondances et documents que nous avons eus sous les yeux. Mais les quantités offertes et la variété des produits démontrent *que l'industrie allemande fabrique et qu'elle offre.*

D'ailleurs, il a été créé dans les Pays Rhénans, et sous les auspices du Ministère Français des Régions Libérées (Office de la Reconstitution Industrielle), un Comptoir d'Achats.

Cette organisation a pour but de mettre les sinistrés français en rapport avec les maisons de vente allemandes, susceptibles de leur fournir les catégories de matériel qui leur sont nécessaires pour la remise en état de leurs installations.

En conséquence, à ne s'en tenir qu'aux disponibilités offertes par la production allemande, on trouverait de quoi satisfaire un grand nombre de demandes de nos sinistrés en matériaux de tout genre. Mais en l'état actuel des choses, le Français sinistré qui désire du matériel offert par l'Allemagne, doit s'en porter acheteur. L'Allemagne ne paie pas sa dette aux sinistrés, mais ceux-ci n'obtiennent du matériel que contre argent comptant.

Bref, ces achats, pris en eux-mêmes, prouvent clairement, et nos besoins de matériel, et les possibilités de l'Allemagne.

Les disponibilités du commerce allemand seraient elles en défaut pour certaines catégories de matériel, que le problème ne serait pas épuisé.

Et, si l'on se rappelle qu'un grand nombre de villes d'Angleterre et d'Amérique ont adopté des communes françaises pour les aider dans leur restauration, on ne peut s'empêcher de penser qu'il n'y aurait que justice à demander à l'Allemagne, par la crainte du «gendarme», dont un de nos premiers Ministres parlait récemment à la Tribune, une aide que la solidarité a inspirée à nos Alliés.

Il est d'ailleurs possible d'établir une liste des villes et localités, usines et organisations diverses, détruites, pillées, endommagées, et d'inscrire en regard de chacune un nom d'organisation allemande de nature et d'importance correspondantes ; cet état dressé, nous posons en fait (et des Allemands à qui nous avons affirmé la chose ne nous ont pas contredit), que le groupe allemand pourra fournir, sans que ses habitants en soient le moins du monde réduits à un dénuement comparable à ce qu'on observe encore dans nos régions libérées, le nécessaire, le suffisant à nos pays à remeubler, à reconstruire, en un mot à remettre en état.

Il se trouverait tout naturellement que, dans une translation ainsi opérée, des objets d'origine française rejoindraient leur patrie.

Nous ne doutons pas que la question ainsi envisagée ne soit susceptible de faire sourire M. KEYNES dont la subtilité économique se soucie peu des réalités simples.

Il n'est cependant pas mauvais de rester dans la simplicité, et la conception allemande des prélèvements en France était elle-même simple, ainsi que nous l'avons exposé.

Le Gouvernement a dit à ses nationaux, à ses usines, à ses armées, de quoi avez-vous besoin ? — et il a centralisé les demandes.

Il a dit à ses organes de recherches en France : quels sont les existants de diverses catégories ?

Au reçu des renseignements, il a comparé les deux données, et il a émis, en conséquence, les ordres d'enlèvement et d'expédition sur l'Allemagne.

Réaliser au profit de nos régions dévastées l'opération inverse, voilà au fond toute notre idée.

Tous nos efforts ont tendu à en considérer l'opportunité théorique et pratique. En constatant l'immensité des ressources allemandes, nous sommes arrivé au terme de notre examen.

Actuellement, en Allemagne, les maisons se bâtissent, se réparent ; les usines marchent à plein rendement, les ouvriers travaillent dix, onze heures par jour, les ateliers de construction sortent chaque jour du matériel de chemins de fer⁽¹⁾, les chantiers maritimes lancent des navires ; en ville, tous les magasins sont achalandés, les maisons d'habitation regorgent de mobilier confortable ; les lieux de plaisir — casinos, théâtres, champs de courses — sont envahis, les Allemands y dépensent sans compter leur papier monnaie, déprécié il est vrai, mais avec lequel, cependant, on achète, on vend, on fait des affaires et l'on vit grassement.

En admettant que dans le patrimoine de tout débiteur, il existe une fraction insaisissable pour la libération d'une dette, fraction qui se définit par « l'indispensable » à la vie matérielle, il est constant que tout créancier peut exiger l'excédent de cet indispensable, jusqu'à concurrence de l'étendue de sa créance. Cet excédent en Allemagne pouvait combler nos besoins.

(1) Ainsi il a été mis à la disposition du public, pour le transport des céréales et fourrages, 86.622 wagons couverts en Septembre 1921 au lieu de 49.232 en septembre 1920 ; pour le transport des engrais, 71.090 wagons au lieu de 48.264.

CONCLUSION.

Nous l'avons dit déjà, l'intérêt de toute étude ayant trait à la Reconstitution ne saurait être exclusivement théorique.

Certes, ce travail s'est, pour une large part, développé dans le domaine de l'idéal. Nous avons élaboré des formules hypothétiques, nous avons esquissé par pure supposition, les grandes lignes d'une organisation d'exécution, mais ce faisant, nous avons eu pour unique but de concrétiser, pour mieux les préciser les idées générales exprimant, en tout état de cause, les intérêts de notre pays.

Ces idées, d'ailleurs, se font jour de plus en plus par la force même des choses, mais il est primordial de favoriser leur essor, car, malheureusement, le temps passe et la France, pour exiger son dû, voit croître chaque jour les difficultés.

C'est une raison pour que tous ceux auxquels dans une mesure quelconque, est confiée la tâche des Réparations, apportent dans l'exécution de leur mission, le maximum de leur énergie et de leur clairvoyance.

Le Traité de Paix nous lie solennellement et définitivement. Mais sa rigidité n'est pas telle que nos intérêts immédiats ne puissent, bon gré, mal gré, y trouver leur compte.

On a bien su faire cadrer le Traité avec les lamentations allemandes !

A nous, Français, de l'accorder avec nos droits irréductibles.

Or, le véritable contenu de ces droits, cherchons le à leur source même; craignons les abstractions et quand il s'agit de Reconstitution rapprochons nous le plus possible de la réalité du dommage. Laissons toujours parler celui pour lequel il faut reconstituer: le Sinistré. N'est il pas le premier et surtout le plus légitime intéressé! provoquons donc son expression, facilitons son action.

D'ailleurs, fort heureusement, les sinistrés se groupent actuellement d'eux-mêmes en syndicats, en coopératives, où chacun apporte, pour la cause commune — la reconstruction du pays — ses moyens matériels et moraux.

C'est sous l'inspiration des desiderata formulés par ces groupements d'intéressés, qu'ont été préparés puis rédigés les accords de Wiesbaden, sur les livraisons en nature, qui, quoiqu'on puisse dire sur leurs détails techniques, sont une réaction heureuse contre l'éternelle indécision qui caractérise les multiples organismes interalliés mis en jeu pour l'exécution des Réparations.

La réalité des résultats que la France attend de ces accords, n'a pas manqué de porter ombrage à l'esprit de concurrence de nos co-créanciers.

«Les effets possibles de ces accords, a dit le Délégué britannique dans son rapport à la Commission des Réparations, sont tels qu'il y a lieu de réclamer des sauvegardes pour les intérêts des autres Alliés». L'argument n'est pas nouveau, nous l'avons entendu en 1919 à nos premières réclamations d'équivalences de nos biens détruits ou enlevés, puis à la préparation du Traité de Paix, quand nous avons demandé pour nos reconstructions une priorité.

Et, cependant, ces mêmes Alliés, qui se montrent si jaloux devant chacun de nos efforts pour obtenir un résultat, se déclarent prêts à tous les sacrifices pour aider à une reconstruction économique de l'Europe, dont on fait maintenant le problème du jour.

La France, forte de son droit, entend procéder par ordre. Elle ira du simple au complexe, et elle ne parlera du relèvement international que quand les responsables des dommages auront rendu à ses enfants leurs foyers anéantis, à tout son peuple son outil normal de travail.

Sur ce point, ne transigeons jamais. Mais ce point acquis, on peut nous faire confiance. Si nous pouvons aider au relèvement de certains peuples en détresse, nous le ferons de tout notre coeur, sans réserve et sans rancune.

Au surplus, toute notre histoire est là, celle d'hier surtout, celle de Verdun, pour montrer au Monde que nous n'attendons de personne des leçons de générosité.

Vu. *Le Président:*

A. de Lapradelle

Vu. *Le Doyen:*

F. Larnaude

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris:

P. Appell

